



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 22 JUILLET 1950

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JULY 22nd, 1950

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1950.

Québec, le 19 juin 1950.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

27765-25-10-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1950.

Quebec, this 19th of June 1950.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

27765-25-10-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
26439 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rate, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
26439 — 1-52

Lettres patentes

Adélar Jacques Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1950, constituant en corporation: Adélar Jacques, entrepreneur, Lionel Jacques, entrepreneur, et Dame Rollande McMaster, veuve de Henri-Louis McMaster, tous de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Letters Patent

Adélar Jacques Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1950, incorporating: Adélar Jacques, contractor, Lionel Jacques, contractor, and Dame Rollande McMaster, widow of Henri Louis McMaster, all of Sherbrooke, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

Exercer le commerce et l'industrie de constructeurs, contracteurs, entrepreneurs ou sous-entrepreneurs et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Adélar Jacques Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

Ambor Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf mai 1950, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, Joseph Roy Hoffman, avocat, et Ruth Wreshner, secrétaire, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières, sous le nom de "Ambor Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933 L. DÉSILETS.

Barimad Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept mai 1950, constituant en corporation: Arthur Mitchell Weldon, Claude Moncel Tetrault, avocats et Jessie Stein, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de portefeuille et/ou de placements, sous le nom de "Barimad Holdings Limited", avec un capital de \$150,000 divisé en 1,250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 620 rue Cathcart, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933 L. DÉSILETS.

Boisjoly & Boisjoly Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1950, constituant en corporation: Joseph-Aristide-Lionel Emond, comptable agréé, Jean Boisjoly, Exavariste Boisjoly, Paul Boisjoly, Roméo Boisjoly et Hector Boisjoly, contracteurs, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et contracteurs et exercer le commerce de biens meubles et

To carry on the trade and business of builders, contractors, general contractors or sub-contractors and deal in building materials, under the name of "Adélar Jacques Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

Ambor Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1950, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Joseph Roy Hoffman, advocate, and Ruth Wreshner, secretary, the three latter of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and immoveable property, under the name of "Ambor Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933-o Deputy Attorney General.

Barimad Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1950, incorporating: Arthur Mitchell Weldon, Claude Moncel Tetrault, advocates, and Jessie Stein, stenographer, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and/or investment company under the name of "Barimad Holdings Limited", with a capital of \$150,000, divided into 1,250 preferred shares of the par value of \$100. each, and 2,500 common shares of the par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at 620 Cathcart Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933-o Deputy Attorney General.

Boisjoly & Boisjoly Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1950, incorporating: Joseph Aristide Lionel Emond, chartered accountant, Jean Boisjoly, Exavariste Boisjoly, Paul Boisjoly, Roméo Boisjoly and Hector Boisjoly, contractors, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors and to deal in movable and immovable pro-

immeubles, sous le nom de "Boisjoly & Boisjoly Limitée", avec un capital de \$200,000 divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

Cataracts Sporting Goods Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1950, constituant en corporation: R. Théo Racette, gérant, Albert Ladrière, commis, Robert Hébert, contracteur, Philippe Levasseur, nettoyeur, Théodore Carrier, industriel, et Philippe Carrier, courtier, tous de Shawinigan Falls, district judiciaire des Trois-Rivières pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et commerçants en général d'articles de fumeurs et faire le commerce de tabaciste, sous le nom de "Cataracts Sporting Goods Ltd." avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Shawinigan-Falls, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

Charlebois Fourrures Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1950, constituant en corporation: Thérèse Charlebois, Anne-Marie Charlebois, filles majeures, et François Brunet, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et commerçants de fourrures, sous le nom de "Charlebois Fourrures Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 708, rue Notre-Dame ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

Cinéma Berthier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1950, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, Marcelle Lemay Frizzle et Ghislaine Gagné, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'exploitation de théâtres, exhibitions et spectacles artistiques de toutes sortes, sous le nom de "Cinéma Berthier Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune

perly, under the name of "Boisjoly & Boisjoly Limitée", with a capital stock of \$200,000 divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

Cataracts Sporting Goods Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1950, incorporating: R. Théo Racette, manager, Albert Ladrière, clerk, Robert Hébert, contractor, Philippe Levasseur, cleaner, Théodore Carrier, industrialist, and Philippe Carrier, broker, all of Shawinigan Falls, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers generally in all kinds of smokers' supplies and carry on the business of tobacconist, under the name of "Cataracts Sporting Goods Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Shawinigan-Falls, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

Charlebois Fourrures Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1950, incorporating: Thérèse Charlebois, Anne Marie Charlebois, spinsters, and François Brunet, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in furs, under the name of "Charlebois Fourrures Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 708 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

Cinéma Berthier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1950, incorporating: Henri Paul Lemay, advocate, Marcelle Lemay Frizzle and Ghislaine Gagné, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of operating theatres, exhibitions and artistic performances of all kinds, under the name of "Cinéma Berthier Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of a par value of \$10 each

et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Berthier-ville, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

David Lord (St. Eustache) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1950, constituant en corporation: David Lord, industriel, Jeannette Meunier, épouse séparée de biens de David Lord, et Stanislas Déry, avocat, tous de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de mise en conserve de légumes, fruits, viandes et autres produits alimentaires, sous le nom de "David Lord (St. Eustache) Limitée", avec un capital de \$150,000 divisé en 750 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 750 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

David Lord (St. Jean) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1950, constituant en corporation: David Lord, industriel, Jeannette Meunier, épouse contractuellement séparée de biens de David Lord, et Stanislas Déry, avocat, tous de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de mise en conserve de légumes, fruits, viandes et autres produits alimentaires sous le nom de "David Lord (St. Jean) Limitée", avec un capital de \$500,000 divisé en 3,000 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

Ferronnerie Idéale Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1950, constituant en corporation: David Lord, industriel, Jeannette Meunier, épouse séparée de biens de David Lord, et Stanislas Déry, avocat, de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer toutes les opérations de marchands de ferronnerie, sous le nom de "Ferronnerie Idéale Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

and 390 preferred shares of a par value of \$100 eac.

The head office of the company will be at Berthierville, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

David Lord (St. Eustache) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1950, incorporating: David Lord, industrialist, Jeannette Meunier, wife separate as to property of David Lord, and Stanislas Déry, advocate, all of Saint John's, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on the canning business of vegetables, fruits, meats and other food products, under the name of "David Lord (St. Eustache) Limitée", with a capital stock of \$150,000 divided into 750 preferred shares of \$100 each and 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Eustache, judicial district of Terrebonne,

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

David Lord (St. Jean) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1950, incorporating: David Lord, industrialist, Jeannette Meunier, wife separate as to property by marriage contract of David Lord, and Stanislas Déry, advocate, all of Saint John's, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on the canning business of vegetables, fruits, meats and other food products, under the name of David Lord (St. Jean) Limitée", with a capital stock of \$500,000 divided into 3,000 common shares of \$100 each, and 2,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint John's, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

Ferronnerie Idéale Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1950, incorporating: David Lord, industrialist, Jeannette Meunier, wife separate as to property of David Lord, and Stanislas Déry, advocate, of Saint John's, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on the business of ironware merchants, under the name of "Ferronnerie Idéale Limitée", with a capital stock of \$100,000 divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint John's, judicial district of Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

G. F. Aikins Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf mai 1950, constituant en corporation: Maurice Mercier, avocat, Louise Héon et Carmen Geoffroy, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de coton brut, laine, rayon, nylon, soie, fils, tissus, marchandises en pièces, sous-vêtements et lingerie pour femmes et vêtements d'enfants de toute description, sous le nom de "G. F. Aikins Company Limited", avec un capital de \$25,000 divisé en 500 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933 L. DÉSILETS.

Harmony Dress Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mai 1950, constituant en corporation: Harold Finkelstein, marchand, Ruth Malamud, ménagère, épouse séparée de biens de Harold Finkelstein, Sam Freed, marchand et Bryna Kastner, ménagère, épouse séparée de biens de Sam Freed, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de hardes et vêtements, sous le nom de "Harmony Dress Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933 L. DÉSILETS.

Home Heating & Fuels Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six mai 1950, constituant en corporation: Hyman Eric Feigelson, Nathaniel Leonard Rappaport, avocats, Harry Zarr, marchand et James Topping, surintendant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de systèmes et appareils de chauffage, accessoires de plomberie, instruments et ustensiles pour la maison et exercer le commerce comme marchands et fournisseurs de combustible, sous le nom de "Home Heating & Fuels Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 360

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

G. F. Aikins Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1950, incorporating: Maurice Mercier, advocate, Louise Héon and Carmen Geoffroy, stenographers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in raw cotton, wool, rayon, silk, yarns, fabrics, piece goods, women's underwear and under-garments, and children's wear of every description, under the name of "G. F. Aikins Company Limited", with a capital stock of \$25,000 divided into 500 shares of \$50, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933-o Deputy Attorney General.

Harmony Dress Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1950, incorporating: Harold Finkelstein, merchant, Ruth Malamud, housewife, wife separate as to property of Harold Finkelstein, Sam Freed, merchant, and Bryna Kastner, housewife, wife separate as to property from Sam Freed, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in clothing and wearing apparel, under the name of "Harmony Dress Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100, each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933-o Deputy Attorney General.

Home Heating & Fuels Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1950, incorporating: Hyman Eric Feigelson, Nathaniel Leonard Rappaport, advocates, Harry Zarr, merchant, and James Topping, superintendent, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in heating systems and apparatus, plumber's supplies, household instruments and utensils and the business of dealers in and suppliers of fuels, under the name of "Home Heating & Fuels Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 360 preferred shares of a par value of \$100.

actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933 L. DÉSILETS.

I. Anchel Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf mai 1950, constituant en corporation: Irving Anchel, Hyman Anchel et Saul Goldberg, manufacturiers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce général, de toutes sortes de fourrures, soieries, lainages, tissus textiles, habillements, habits et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "I. Anchel Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933 L. DÉSILETS.

Imperial Laundry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mai 1950, constituant en corporation: Louis Marceau, avocat, Jacques Marquis et Jacques Morency, tous avocats, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de buanderie et de teinturerie, sous le nom de "Imperial Laundry Inc", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

La Famille Trudel (le) incorporée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du six juin 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Hubert Trudel, pharmacien, Albert Trudel, comptable, et Georges Trudel, propagandiste médical, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser le groupement familial de tous les descendants de l'ancêtre Jean Trudel, sous le nom de "La Famille Trudel (le) Incorporée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

each, and 400 common shares of a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933-o Deputy Attorney General.

I. Anchel Co.

Notide is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1950, incorporating: Irving Anchel, Hyman Anchel et Saul Goldberg, manufacturers, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To generally deal in all kinds of furs, silks, woollens, textile fabrics, garments, clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "I. Anchel Co.", with a capital stock of \$40,000. divided into 1,000 common shares of a par value of \$10. each, and 300 preferred shares of a par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933-o Deputy Attorney General.

Imperial Laundry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1950, incorporating: Louis Marceau, advocate, Jacques Marquis, and Jacques Morency, all advocates, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the laundry and dyeing business, under the name of "Imperial Laundry Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

La Famille Trudel (le) incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Hubert Trudel, druggist, Albert Trudel, accountant, and Georges Trudel, medical propagandist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize the family group of all the descendants of the ancestor Jean Trudel, under the name of "La Famille Trudel (le) Incorporée".

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

Laurentien Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mai 1950, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, Raymond Lacasse, comptable, et Jeanne Drouin, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électricien et contracteur en électricité, manufacturer et faire le commerce des appareils et des accessoires électriques, sous le nom de "Laurentien Electric Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

Laurentien Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of May, 1950, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, Raymond Lacasse, accountant, and Jeanne Drouin, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an electrician and electrical contractor, to manufacture and deal in electric appliances and accessories, under the name of "Laurentien Electric Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

Le Club de Tennis du Moulin Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Onil Roy, comptable, Clément Gélinas, commis, Conrad Gilbert, bijoutier, Clément Morin, contracteur, Roland Bourassa, commis, Jean-Noël Morin, gérant, Yves Massicotte, vendeur, Palma Leborgne, papetier, Rita Cadotte et Rollande Cadotte, secrétaires, tous du Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Organiser un club de tennis, avec prohibition absolue de tous les jeux à l'argent, jeux de hasard, ainsi que des jeux mixtes de hasard et d'habileté. La dite corporation ne pourra non plus détenir ou exploiter une licence de la Commission des Liqueurs de Québec.

Le nom corporatif de ladite corporation est "Le Club de Tennis du Moulin Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$1,500.

Le siège social de la corporation sera au Cap-de-la-Madeleine district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

Le Club de Tennis du Moulin Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1950, to incorporate as a corporation without share capital: Onil Roy, accountant, Clément Gélinas, clerk, Conrad Gilbert, jeweller, Clément Morin, contractor, Roland Bourassa, clerk, Jean Noël Morin, manager, Yves Massicotte, salesman, Palma Leborgne, paper-maker, Rita Cadotte and Rollande Cadotte, secretaries, all of Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To organize a tennis club, absolutely prohibiting gambling, games of chance, as well as games of chance and skill mixed. Moreover the said corporation shall not hold or operate a license from the Quebec Liquor Commission.

The corporate name of the said corporation is "Le Club de Tennis du Moulin Inc."

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$1,500.

The head office of the corporation will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

Le Manoir Mercier

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1950, constituant en corporation: Roger Renaud, gérant, Raymond Renaud, commis, Rodrigue Renaud, assistant-gérant, Roland Renaud, garçon de table, Robert Renaud et René Renaud, garçons de table, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce d'hôtellerie et de restaurant, ainsi que le commerce des meubles, des bois et des sous-produits et d'épicerie, sous le nom de "Le Manoir Mercier", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le Manoir Mercier

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1950, incorporating: Roger Renaud, manager, Raymond Renaud, clerk, Rodrigue Renaud, assistant manager, Roland Renaud, waiter, Robert Renaud and René Renaud, waiters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the hotel and restaurant business and to deal in furniture, wood and its by-products and groceries, under the name of "Le Manoir Mercier", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

Les Spécialités de Papier David Lord Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1950, constituant en corporation: David Lord, industriel, Jeannette Meunier, épouse contractuellement séparée de biens dudit David Lord, et Stanislas Déry, avocat, tous de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer les opérations de fabricants de papeterie, imprimeurs, et de commerçants de tous genres d'articles de papier, sous le nom de "Les Spécialités de Papier David Lord Limitée", avec un capital de \$200,000 divisé en 1,250 actions ordinaires et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

Les Spécialités de Papier David Lord Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1950, incorporating: David Lord, industrialist, Jeannette Meunier wife separate as to property by marriage contract of said David Lord, and Stanislas Déry, advocate, all of Saint John's judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of stationery, printers, and dealers in all kinds of paper goods, under the name of "Les Spécialités de Papier David Lord Limitée", with a capital stock of \$200,000 divided into 1,250 common shares and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

Like-Nu Fur Blending & Dyeing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre mai 1950, constituant en corporation: Hyman Carl Robinson, manufacturier, Joel Marcovitz, procureur, et Dame Rae Arend Robinson, ménagère, épouse séparée de biens de Hyman Carl Robinson et dûment autorisée par lui, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de toutes sortes de fourrures peaux d'animaux; agencer, teindre et rayer toutes sortes de fourrures préparées et peaux d'animaux: manufacturer et faire le commerce d'aucun ou tous articles vestimentaires, sous le nom de "Like-Nu Fur Blending & Dyeing Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933 L. DÉSILETS.

Like-Nu Fur Blending & Dyeing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of May, 1950, incorporating: Hyman Carl Robinson, manufacturer, Joel Marcovitz, attorney, and Dame Rae Arend Robinson, housewife, wife separate as to property of Hyman Carl Robinson, and duly authorized by him, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on as dealer in all kinds of furs and animal skins; to blend, dye, and stripe all kinds of dressed furs and animal skins; to manufacture, and deal in any or all articles of clothing, under the name of "Like-Nu Fur Blending & Dyeing Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933-o Deputy Attorney General.

Peer's Beverages of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mai 1950, constituant en corporation: William Bloomberg, marchand, Clara Sederoff, épouse séparée de biens de William Bloomberg et dûment autorisée par lui et Robert Venor, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le négoce et le commerce d'aucun et tous sirops, liqueurs douces et breuvages, composés, bonbons et confiseries de toutes

Peer's Beverages of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1950, incorporating: William Bloomberg, merchant, Clara Sederoff, wife separate as to property of William Bloomberg and duly authorized by him, and Robert Venor, accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with any and all syrups, soft drinks and beverages, compounds, candies and confections of all kinds, under the

sortes, sous le nom de "Peer's Beverages of Canada Ltd.", avec un capital de \$175,000 divisé en 750 actions ordinaires et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933 L. DÉSILETS.

**Raoul Auger Enterprises Limited
Les Entreprises Raoul Auger Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1950, constituant en corporation: Raoul Auger, manufacturier, Dame Gertrude Brillon, ménagère, épouse commune en biens dudit Raoul Auger, des cité et district judiciaire de Montréal, et Victor Auger, bourgeois, de St-Paul d'Abbotsford, district judiciaire de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de bouilloires, réservoirs et de toutes sortes de moteurs engins et machines; exercer le commerce de fondeurs, mécaniciens et machinistes, et faire affaires comme entrepreneurs, constructeurs, démolisseurs et spécialistes en outillage, sous le nom de "Raoul Auger Enterprises Limited"—"Les Entreprises Raoul Auger Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 8456, rue Heney, Ville St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

**The Quebec Quarrying and Mining Corporation
La Compagnie de Carrières et Mines de Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un mai 1950, constituant en corporation: Gabrielle Lahaie, secrétaire, Madeleine Béique, avocat et Lionel Laprade, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et effectuer les opérations d'une compagnie minière, de laminage, de réduction, de développement et de carrières, sous le nom de "The Quebec Quarrying and Mining Corporation"—"La Compagnie de Carrières et Mines de Québec".

Le capital de la compagnie est divisé en 500 actions sans valeur nominale ou au pair et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$9,000.

Le siège social de la compagnie sera à 4491 Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933 L. DÉSILETS.

name "Peer's Beverages of Canada Ltd.", with a capital stock of \$175,000, divided into 750 common shares and 1,000 preferred shares both of the par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933-o Deputy Attorney General.

**Raoul Auger Enterprises Limited
Les Entreprises Raoul Auger Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1950, incorporating: Raoul Auger, manufacturer, Dame Gertrude Brillon, housewife, wife common as to property of said Raoul Auger, of the city and judicial district of Montreal, and Victor Auger, gentleman, of St-Paul d'Abbotsford, judicial district of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture and deal in boilers, reservoirs in all kinds of motors, engines and machines, and to carry on the business of foundrymen, mechanics and machinists, and carry on business as contractors, builders, demolishers and equipment specialists, under the name of "Raoul Auger Enterprises Limited"—"Les Entreprises Raoul Auger Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 8456 Heney street, Ville St-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933 Deputy Attorney General.

**The Quebec Quarrying and Mining Corporation
La Compagnie de Carrières et Mines de Québec**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1950, incorporating: Gabrielle Lahaie, secretary, Madeleine Béique, lawyer, and Lionel Laprade, lawyer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining, milling, reduction, development and quarrying company, under the name of "The Quebec Quarrying and Mining Corporation"—"La Compagnie de Carrières et Mines de Québec".

The capital stock of the company is divided into 500 shares having no nominal or par value, and into 500 preferred shares of \$100. each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$9,000.

The head office of the Company will be at 4491 Côte des Neiges, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirty-first day of May, 1950.

L. DÉSILETS,
27933-o Deputy Attorney General.

Tractor Service Ltd.

Tractor Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1950, constituant en corporation: Eugène Laflamme, industriel, Dame Blandine Dionne, épouse contractuellement séparée de biens dudit Eugène Laflamme, et de ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, et Raymond Desruisseaux, entrepreneur, tous trois de la paroisse de Sainte-Croix, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1950, incorporating: Eugène Laflamme, industrialist, Dame Blandine Dionne wife separate as to property by marriage contract of said Eugène Laflamme, and by the latter duly authorized for the purposes hereof, and Raymond Desruisseaux, contractor, all three of the parish of Sainte-Croix, judicial district of Quebec, for the following purposes:

Agir comme entrepreneurs et contracteurs généraux, sous le nom de "Tractor Service Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

To act as builders and general contractors, under the name of "Tractor Service Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Croix, comté de Lotbinière, district judiciaire de Québec.

The head office of the company will be at Sainte-Croix, county of Lotbinière, judicial district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf mai 1950.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

Deputy Attorney General.
27933 L. DÉSILETS,

Vaudreuil Boat Works Incorporated

Vaudreuil Boat Works Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente mai 1950, constituant en corporation: Adolphe Alfred St-Aubin, John Norman St-Aubin, marchands, de Vaudreuil, district judiciaire de Montréal, et Thomas Russell St-Aubin, marchand, de North Bay, Ontario, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1950, incorporating: Adolphe-Alfred St-Aubin, John Norman St-Aubin, merchants, of Vaudreuil, Judicial District of Montreal, and Thomas Russell St-Aubin, merchant, of North Bay, Ontario, for the following purposes:

Manufacturer ou autrement faire le négoce ou le commerce de bateaux de plaisance et commerciaux, de moteurs ou mécaniques de propulsion et leurs accessoires, sous le nom de "Vaudreuil Boat Works Incorporated", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

To manufacture or otherwise deal in or with pleasure and commercial boats, engines or propelling mechanisms and accessories thereto, under the name of "Vaudreuil Boat Works, incorporated", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

The head office of the Company will be at Vaudreuil, Judicial District of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1950.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of May, 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933 L. DÉSILETS.

Deputy Attorney General.
27933-o L. DÉSILETS,

Vimy & Cie Ltée

Vimy & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier juin 1950, constituant en corporation: Lucienne Méreineau, Rita Dufresne, secrétaires, de la cité et Montréal, et Alfred Tourigny, avocat, C.R., de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of June, 1950, incorporating: Lucienne Méreineau, Rita Dufresne, secretaries, of the city of Montreal, and Alfred Tourigny, advocate, K.C., of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire la vente, la fabrication ou la transformation de tout textile ou de toute matière du même genre, sous le nom de "Vimy & Cie Ltée", avec un capital de \$2,000 divisé en 2,000 actions de \$1 chacune.

To carry on the selling, manufacturing or transformation of all kinds of textiles products or material of a similar nature, under the name of "Vimy & Cie Ltée", with a capital stock of \$2,000 divided into 2,000 shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1950.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of June, 1950.

L'Assistant-procureur général,
27933-o L. DÉSILETS.

Deputy Attorney General.
27933 L. DÉSILETS,

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 829

Québec, le 12 juillet 1950.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1730 du 23 octobre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 mai 1950;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1730, soit modifié comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté à l'article V:

"Disposition spéciale concernant les sinistrés de la ville de Rimouski et de la municipalité de Cabano: Nonobstant les dispositions du présent article, dans les limites de la ville de Rimouski et de la municipalité de Cabano, la réglementation concernant la limitation des heures de travail et le paiement de salaire et demi ou salaire double pour les heures supplémentaires, est suspendue pour une période comprise entre le 8 mai 1950 et le 1er mai 1951.

En conséquence, les taux réguliers de salaires s'appliquent, quelque soit le nombre d'heures de travail fait chaque jour."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

27944-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 829

Québec, le 12 juillet 1950.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie du gant fin dans la province.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de l'industrie des gants fins a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 246 du 26 février 1948 et amendements, relatif

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 829

Quebec, July 12, 1950.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the district of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Construction Industry of Québec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1730 of October 23, 1947, and amendments, relating to the construction industry in the district of Québec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of May 27, 1950;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1730, be amended as follows:

The following paragraph is added to section V: "Special provision concerning the victims of the conflagrations in the town of Rimouski and the municipality of Cabano: Notwithstanding the provisions of the present section, within the limits of the town of Rimouski and the municipality of Cabano, and for the period between May 8, 1950, and May 1, 1951, the ruling which applies to the limiting of working hours and the payment of time and half or double time for overtime work is suspended.

Therefore, the regular rates of wages shall apply, irrespective of the number of hours worked each day."

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

27944-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 829

Quebec, July 12, 1950.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the fine glove industry in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of the Fine Glove Industry has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 246 of February 26, 1948, and amendments, relating

à l'industrie du gant fin dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 juin 1950;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 246, soit modifié comme suit:

L'opération 241-A suivante est ajoutée à l'article X:

"241-A. Bordage des gants doublés en fourrure, évasés, avec ouverture sur le côté: \$0.65 par douzaine de paires."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

27944-o

Greffier du Conseil Exécutif.

to the fine glove industry in the province of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 3, 1950;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 246, be amended as follows:

The following operation 241-A is added to section X:

"241-A. Binding slip-on, fur-lined gloves with opening on the side: \$0.65 per dozen of pairs."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

27944-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 829

Québec, le 12 juillet 1950.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Section "C"

CONCERNANT une modification du décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des barbiers, coiffeurs et coiffeuses des Trois-Rivières et district a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1040 du 4 août 1948, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les cités des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan-Falls et Grand-Mère et un rayon de 5 milles et la ville de Louiseville et un rayon de deux milles;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 juin 1950;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 1040, soit modifié comme suit:

Les mots suivants sont ajoutés à la fin du premier et du dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article II de la Section "A" (Juridiction territoriale):

"ainsi que le village de Maskinongé."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

27944-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 829

Quebec, July 12, 1950.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "C"

CONCERNING an amendment to the decree relating to the barber and hairdressing trades in the district of Three Rivers.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee of Barbers, Male and Female Hairdressers of the District of Three Rivers has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 1040 of August 4, 1948, relating to the barber and hairdressing trades in the cities of Three Rivers, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls and Grand-Mère and a radius of 5 miles and the town of Louiseville and a radius of two miles;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 3, 1950;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1040, be amended as follows:

The following words are added at the end of the first and last paragraphs of subsection "b" of section II of Part "A" (Territorial jurisdiction):

"and the village of Maskinongé."

(Document "C" annexed to the Order)

A. MORISSET,

27944-o

Clerk of the Executive Council.

Département de l'Instruction publique

N° 726-50.

Québec, le 10 juillet 1950.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 juin 1950, de changer le nom de la municipalité scolaire de "Trait-Carré-de-Charlesbourg,"

Department of Education

No. 726-50

Quebec, July 10, 1950.

His Honour the Lieutenant-Governor in council has been pleased, by Order in Council dated the 28th of June, 1950, to change the name of the school municipality of "Trait-Carré-de-Char-

dans le comté de Québec, en celui de "Ville de Charlesbourg", même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
27934-o O. J. DESAULNIERS.

N° 635-50.

Québec, le 10 juillet 1950.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 juin 1950, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique Des Boules," dans le comté de Matane, pour les contribuables catholiques seulement, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

a) Les lots suivants, tous inclusivement du canton de McNider, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Baie-des-Sables, savoir: 60 à 88 rang I; 96 à 127 rang II; 251 à 285 rang III, 399 à 444 rang IV; 542 à 582 rang V;

b) Les lots suivants, tous inclusivement de la Seigneurie de Métis, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Kempt, dans le comté de Matapédia, savoir: 676 à 697 rang V; dans le rang VI, le territoire compris entre la ligne séparative de ladite seigneurie de Métis et du canton de McNider et la continuation dans ledit rang de la ligne séparative des lots 696-A et 697-A du rang V;

c) Les lots suivants, tous inclusivement de la Seigneurie de Métis, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Saint-Octave, savoir: 303 et 303-A rang II; 376 à 384 rang III; 655 à 675 rang IV;

Le territoire suivant, qui sera détaché de la municipalité scolaire de St-Rémi de la Rivière Métis, et qui sera délimité comme suit, savoir:

Partant d'un point situé sur la rive du fleuve St-Laurent, à la ligne de division entre les lots 86, 88 et 90 et en se dirigeant dans une direction est jusqu'à l'intersection de la ligne de division entre les lots 58 et 60 du rang I du canton McNider, puis dans une direction sud-ouest en suivant la ligne séparative entre les rangs I et II dudit canton, jusqu'à la ligne de division entre ledit canton et la Seigneurie de Métis, puis en suivant cette ligne jusqu'au rang IV de la Seigneurie de Métis et en suivant la ligne séparative des rangs III et IV dans une direction sud-ouest jusqu'à la ligne de division entre les lots 375 et 376, puis en suivant ladite ligne jusqu'au rang II et de ce point, dans une direction sud-ouest en suivant la ligne séparative des rangs II et III jusqu'à la ligne de division des lots 303 et 304, et en suivant cette ligne dans une direction nord-ouest jusqu'au rang I, puis dans une direction sud-ouest en suivant une ligne brisée séparant les rangs I et II de la Seigneurie de Métis jusqu'à l'intersection de la ligne séparant les lots 87 et 94 du rang I et en suivant dans une direction nord, ladite ligne jusqu'à la rive du fleuve Saint-Laurent, point de départ.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1950.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
27934-o O. J. DESAULNIERS.

N° 389-50.

Québec, le 10 juillet 1950.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 juin 1950, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Édouard", dans

lesbourg" in the county of Quebec, into that of Charlesbourg", same county.

The said order in council will become effective eight days after publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DESAULNIERS,
27934 Superintendent of Education.

No. 635-50.

Quebec, July 10, 1950.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 28th day of June, 1950, to erect into a separate school municipality, under the name of "The Catholic School Municipality of Des Boules", in the county of Matane, for Catholic taxpayers only, the territory described below, to wit:

a) The following lots, all inclusively of the township McNider, to be detached from the school municipality of Baie-des-Sables, to wit: 60 to 88 range I; 96 to 127 range II; 251 to 285 range III; 399 to 444 range IV; 542 to 582 range V.

b) The following lots, all inclusively of the Seigniorship of Metis, to be detached from the school municipality of Kempt, in the county of Matapédia, to wit: 676 to 697 range V; in range VI, the territory comprised between the division line of the Seigniorship of Metis and the township McNider and the continuation, in the said range of the division line of lots 696-A and 697-A of range V.

c) The following lots, all inclusively of the Seigniorship of Metis, to be detached from the school municipality of St-Octave, to wit: 303 and 303-A range II; 376 to 384 range III; 655 to 675 range IV.

d) The following territory, to be detached from the school municipality of Métis, and to be bounded as follows, to wit:

Starting from a point situate on the shore of the Saint Lawrence river, at the division line between lots 86, 88 and 90 and running eastward as far as the intersection of the division line between lots 58 and 60 of range I of the township McNider, thence in a southwesterly direction following the division line between ranges I and II of the said township, as far as the division line between the said township and the Seigniorship of Metis, thence following the said line up to range IV of the Seigniorship of Metis and following the division line of ranges III and IV in a southwesterly direction as far as the division line between lots 375 and 376, thence following the said line as far as range II and from this point, in a southwesterly direction following the division line of ranges II and III as far as the division line of lots 303 and 304 and following the said line in a northwesterly direction up to range I, thence in a southwesterly direction following a broken line separating ranges I and II of the Seigniorship of Métis, as far as the intersection of the line separating lots 87 and 94 of range I and following in a northerly direction, the said line as far as the shore of the Saint Lawrence river, the starting point.

The said Order in Council became effective on the first of July, 1950.

O. J. DESAULNIERS,
27934 Superintendent of Education.

No. 389-50

Quebec, July 10, 1950.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 28th of June, 1950, to erect into a separate school municipality under the name

le comté de Maskinongé, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

1° Les lots ou parties de lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Justin, qui seront détachés de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Justin: a) partie nord-ouest du deuxième rang, depuis le lot N° 329 au lot N° 346 inclusivement; b) la partie nord-ouest du troisième rang depuis le lot N° 347 jusqu'au lot N° 371 inclusivement; c) la partie nord-ouest du quatrième rang depuis le lot N° 539 jusqu'au lot N° 570 inclusivement.

2° Les lots ou parties de lots suivants, qui seront détachés de la municipalité scolaire de Ste-Ursule: a) partie du lot N° 4 et les lots Nos 5 et 6 de la réserve de Atkinson du cadastre officiel de la paroisse de St-Didace; b) depuis le lot N° 10 jusqu'au lot N° 20 inclusivement du premier rang du cadastre officiel de la paroisse de St-Didace; c) depuis le lot N° 500 jusqu'au lot N° 510 inclusivement de la partie nord-ouest de la concession de Ste-Louise, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Ursule; d) depuis le lot N° 571 au lot N° 620 inclusivement de la concession St-Édouard, du cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Ursule; e) depuis le lot N° 621 jusqu'au lot N° 638 inclusivement du quatrième rang du Grand Portage du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Ursule; f) l'île de la rivière Maskinongé portant le N° 822 du cadastre officiel de la paroisse de St-Didace.

3° Les lots ou parties de lots suivants, du cadastre officiel de la municipalité de Saint-Didace, qui devront être détachés de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Didace: a) du premier rang depuis le lot N° 21 jusqu'au lot N° 32 inclusivement; b) du deuxième rang depuis le lot N° 33 jusqu'au lot N° 59 inclusivement; c) du troisième rang depuis le lot N° 60 jusqu'au lot N° 88 inclusivement; d) du quatrième rang depuis le lot N° 89 jusqu'au lot N° 121 inclusivement; e) partie sud-est du rang de la rivière Blanche; depuis le lot N° 420 jusqu'au lot N° 423 inclusivement; f) les îles de la rivière Maskinongé portant les Nos 823 et 824; g) du canton Hunterstown, les lots Nos 449, 450 et 451; h) la partie sud-est du troisième rang du Grand Portage depuis le lot N° 494 jusqu'au lot N° 516 inclusivement; i) la partie sud-est du quatrième rang du Grand Portage depuis le lot N° 517 jusqu'au lot N° 537 inclusivement; j) une partie sud-est de la réserve, lot N° 493, La Ceinture.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1950.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
27934-o O. J. DESAULNIERS.

of "Saint-Édouard", in the county of Maskinongé, the territory hereinbelow described, to wit:

1. The lots or parts of lots of the official cadastre from the school municipality of the parish of Saint-Justin; a) northwest part of the second range, from lot No. 329 up to lot No. 346 inclusive; b) the northwest part of the third range from lot No. 347 to lot No. 371 inclusive; c) the northwest part of the fourth range from lot No. 539 to lot No. 570 inclusive.

2. The following lots or parts of lots of the official cadastre for Saint-Ursule, to be detached from the school municipality of Saint-Ursule: a) part of lot No. 4 and lots Nos. 5 and 6 of the Atkinson Reserve of the official cadastre for the parish of St-Didace; b) from lot No 10 to lot No. 20 inclusive of the 1st range of the official cadastre for the parish of St-Didace; c) from lot No. 500 to lot No. 510 inclusive of the northwest part of the Sainte-Louise concession, of the official cadastre for the parish of Saint-Ursule; d) from lot No. 571 to lot No. 620 inclusive of the St-Édouard concession, of the official cadastre for the parish of St-Ursule; e) from lot No. 621 to lot No. 638 inclusive of the fourth range of the Grand Portage, of the official cadastre for the parish of St-Ursule; f) the island of the Maskinongé river bearing No. 822 of the official cadastre for the parish of St-Didace.

3. The following lots or parts of lots of the official cadastre for the parish of Saint-Didace, to be detached from the school municipality of the parish of Saint-Didace: a) of the first range: from lot No. 21 to lot No. 32 inclusive; b) of the second range: from lot No. 33 to lot No. 59 inclusive; c) of the third range: from lot No. 60 to lot No. 88 inclusive; d) of the fourth range: from lot No. 89 to lot No. 121 inclusive; e) southeast part of the Rivière Blanche range; from lot No. 420 to lot No. 423 inclusive; f) the islands of the Maskinongé river bearing Nos. 823 and 824; g) of the township Hunterstown: lots Nos. 449, 450 and 451; h) the southeast part of the third range of Grand Portage: from lot No. 494 to lot No. 516 inclusive; i) the southeast part of the fourth range of Grand Portage: from lot No. 517 to lot No. 537 inclusive; j) a southeast part of the Reserve, lot No. 493 "La Ceinture".

The said Order in Council became effective on the first day of July, 1950.

O. J. DESAULNIERS,
27934 Superintendent of Education.

N° 644-49

Québec, le 11 juillet 1950.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 juin 1950, de détacher de la municipalité scolaire de St-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire catholique de la paroisse de Saint-Eustache", même comté, pour les contribuables catholiques seulement, le territoire suivant, savoir:

Ce territoire est borné comme suit, savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne des hautes eaux de la rivière Jésus, avec la ligne de division entre les paroisses de St-Eustache et de Ste-Thérèse, la ligne limitative prend une

No. 644-49

Quebec, July 11, 1950.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 28th day of June, 1950, to detach from the school municipality of St-Eustache, in the county of Two Mountains, and to erect it into a separate school municipality under the name of "The Catholic School Municipality of the Parish of Saint Eustache", same county, for Catholic taxpayers only, the following territory, to wit:

The said territory is bounded as follows, to wit:

Starting from the point of intersection of the high-water mark of the Jésus river with the division line between the parishes of St-Eustache and Ste-Thérèse, the limit line takes a direction

direction nord-ouest, sud-ouest, nord-ouest, nord et nord-ouest, c'est-à-dire suit la ligne de division entre lesdites paroisses de St-Eustache et de Ste-Thérèse jusqu'à l'intersection de cette ligne avec la limite de la paroisse de St-Augustin; de là, la ligne limitative prend une direction sud, puis ouest, nord, ouest, sud-ouest, nord-ouest, ouest, sud, ouest, sud, sud-ouest, puis ouest, c'est-à-dire qu'elle suit tous les méandres de la ligne de division entre la paroisse de Saint-Eustache et la paroisse de Saint-Augustin, jusqu'à l'intersection de cette ligne avec la limite de la paroisse de Saint-Benoît; de là, la ligne limitative prend une direction sud et suit la ligne de division entre la paroisse de St-Eustache et la paroisse de St-Benoît, jusqu'à son intersection avec la limite de la paroisse de St-Joseph; de là, la ligne limitative prend une direction sud-est et suit la ligne de division entre la paroisse de St-Eustache et la paroisse de St-Joseph jusqu'à son intersection avec le lac des Deux-Montagnes; de là, la ligne limitative prend une direction nord-est et suit la ligne des hautes eaux du lac des Deux-Montagnes jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre les lots nos 121 et 124; de là, la ligne limitative prend une direction nord-ouest et suit la ligne de division entre lesdits lots 121 et 124 et se prolonge en ligne droite jusqu'au côté nord-ouest du chemin du Lac; de là, la ligne limitative prend une direction sud-ouest et suit le côté nord-ouest du chemin du Lac, jusqu'à son intersection avec la ligne de division entre les lots nos 122 et 123; de là, la ligne limitative prend une direction nord-ouest et suit la ligne de division entre lesdits lots 122 et 123 jusqu'à la limite nord-ouest de ces lots; de là, la ligne limitative prend une direction sud-est et autres, c'est-à-dire qu'elle suit la ligne séparant la concession de la côte du Lac et la concession du Sud de la Petite-Rivière, jusqu'à la ligne de division entre les lots nos 53 et 277; de là, la ligne limitative prend une direction nord-ouest suit la ligne de division entre les lots nos 53 et 277 jusqu'à la ligne limite de la municipalité du Village de Saint-Eustache-sur-le-Lac; de là, la ligne limitative prend une direction nord-est, traverse le lot N° 53 jusqu'à la ligne de division entre ledit N° 53 et le lot N° 52; de là, la ligne limitative prend une direction nord-ouest, et suit la ligne de division entre lesdits lots nos 52 et 53 jusqu'au centre de la rivière du Chêne; de là, la ligne limitative prend une direction est et suit le centre de ladite rivière jusqu'à la ligne de division entre les lots nos 289 et 288 d'un côté et le lot N° 280 et la limite de la ville de St-Eustache de l'autre côté; de là, la ligne limitative prend une direction nord-ouest et suit cette dernière ligne de division jusqu'à un point situé à distance de seize cent pieds anglais du chemin public; de là, la ligne limitative prend une direction nord-est et traverse les lots 285 la route nationale, les lots nos 284, 283, 281 et 280 jusqu'à la ligne de division entre les lots nos 279 et 280 et frappe cette ligne à un point situé à dix-neuf cent cinquante pieds anglais au nord-ouest du côté nord-ouest de la nouvelle route nationale, c'est-à-dire que la ligne limitative suit la limite nord-ouest de la ville de St-Eustache; de là, la ligne limitative prend une direction sud-est et suit la ligne de division entre les lots nos 279 et 280 sur une longueur de dix-huit cents pieds anglais; de là la ligne limitative prend une direction nord-est et traverse les lots nos 279, 278, 50 et 48, jusqu'à la ligne de division entre les lots nos 47 et 48 à un point situé à une distance de seize cent soixante

northwest, southwest, northwest, north and northwest that is to say it follows the division line between the said parishes of St-Eustache and Ste-Thérèse as far as the intersection of the said line with the limit of the parish of St-Augustin; thence, the limit line takes a direction south, west, north, west, southwest, northwest, west, south, west, south, southwest and west, that is to say it follows all the meanderings of the division line between the parish of Saint-Eustache and the parish of Saint-Augustin up to the intersection of the said line with the limit line of the parish of St-Benoît; thence, the limit line takes a direction south and follows the division line between the parish of Saint-Eustache and the parish of St-Benoît, up to its intersection with the limit of the parish of Saint-Joseph; thence, the limit line takes a direction southeast, and follows the division line between the parish of St-Eustache and the parish of Saint-Joseph as far as its intersection with the Lake of Two Mountains; thence the limit line takes a northeasterly direction and follows the high-water line of the Lake of Two Mountains to its intersection with the division line between lots Nos 121 and 124; thence the limit line takes a northwesterly direction and follows the division line between the said Nos. 121 and 124 and extends in a straight line up to the northwest side of the lake road; thence, the limit line takes a southwesterly direction and follows the northwest side of the lake road to its intersection with the division line between lots Nos. 122 and 123; thence the limit line takes a northwesterly direction and follows the division line between said lots 122 and 123 as far as the northwest limit of said lots; thence, the limit line takes a southeasterly direction and other directions, that is to say it follows the line separating the concession of the lakeside (côté du lac), and the South concession of the "Petite Rivière" up to the division line between lots Nos 53 and 277; thence, the limit line takes a northwesterly direction and follows the division line between lots Nos 53 and 277 as far as the limit line of the municipality of the village of Saint-Eustache sur-le-Lac; thence, the limit line takes a northeasterly direction, crosses lot No. 53 up to the division line between said lot No. 53 and lot No. 52; thence, the limit line takes a northwesterly direction and follows the division line between said lots Nos. 52 and 53 up to the middle of the "du Chêne" river; thence, the limit line takes an easterly direction and follows the middle of the said river to the division line between lots Nos. 289 and 288 on one side and lot No. 280 and the limit of the town of St-Eustache on the other side; thence, the limit line takes a northwesterly direction and follows this last division line up to a point situate at a distance of sixteen hundred feet, English measure from the public road; thence, the limit line takes a northeasterly direction and crosses lot 285, the national highway, lots Nos. 284, 283, 281 and 280 up to the division line between lots Nos. 279 and 280 and hits the said line at a point situate at nineteen hundred and fifty feet, English measure, northwest of the northwest side of the new national highway, that is to say that the limit line follows the northwest limit of the town of St-Eustache; thence, the limit line takes a southeasterly direction and follows the division line between lots Nos. 279 and 280 for a distance of eighteen hundred feet, English measure, thence, the limit line takes a northeasterly direction and crosses lots Nos. 279, 278, 50 and 48 as far as the division line between lots Nos. 47 and 48 at a point situate at a dis-

pieds anglais du chemin de la Grande Côte; de là, la ligne limitative prend une direction sud-est et suit la ligne de division entre les lots nos 47 et 48 jusqu'à la rivière Jésus; de là, la ligne limitative prend une direction nord-est et suit la ligne des hautes eaux de la rivière Jésus jusqu'au point de départ.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1950.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
27934-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1355-49.

Québec, le 10 juillet 1950.

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 28 juin 1950, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gédéon-de-Marlow, dans le comté de Frontenac, le territoire ci-dessous décrit et de l'annexer à la municipalité scolaire du Village de Saint-Gédéon, dans le même comté, savoir:

a) Un territoire faisant partie du huitième rang du canton de Marlow, décrit comme suit, savoir:

Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne séparative des septième et huitième rangs avec la rivière Chaudière, de là, en suivant la ligne de front du huitième rang, allant vers le sud-est jusqu'au point situé à l'intersection de la ligne de front du huitième rang avec le côté sud-est du chemin public, de là, en suivant le chemin public vers le sud-ouest sur une distance de cent vingt-sept pieds, de là, vers le nord-est sur une distance de cent soixante et douze pieds jusqu'à l'intersection de cette ligne avec la ligne de front du huitième rang, de là, allant vers le sud-est en suivant la ligne de front du huitième rang, jusqu'à la ligne séparative des lots nos 26-A et 26-B, de là, en suivant vers le sud-ouest la ligne sud-est du lot no 26-B, jusqu'à la rivière Chaudière, de là, allant vers le nord-ouest en suivant la rivière Chaudière jusqu'au point de départ.

b) Un territoire faisant partie des huitième et neuvième rang du canton de Marlow, décrit comme suit:

Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne sud-est du lot N° 23-A du neuvième rang avec la rivière Chaudière, de là, allant vers le nord-est jusqu'à la ligne de front du neuvième rang, de là, allant vers le nord-ouest en suivant la ligne de front du neuvième rang jusqu'au point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot N° 24-A du huitième rang, de là, allant vers le nord-est en suivant la ligne nord-ouest du lot N° 24-A jusqu'à la ligne de front du huitième rang, de là, vers le sud-est, en suivant la ligne de front du huitième rang sur une distance de quinze chaines et vingt chainons, de là, vers le sud-ouest en suivant une ligne sur le lot N° 23 du huitième rang jusqu'à un point situé à sept cent soixante et huit pieds au nord-est de la ligne de front du neuvième rang, de là, vers le sud-est, sur une distance de cinq cent soixante et seize pieds, de là, vers le nord-est sur une distance de quatre-vingt-seize pieds, de là, vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot N° 21-B du huitième rang, de là, vers le nord-est en suivant la ligne nord-ouest du lot 21-B du huitième rang, sur une distance de sept cent soixante et huit pieds, de là vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot N° 21-A, de là, vers le sud-ouest en suivant la ligne sud-est du lot N° 21-A du huitième rang jusqu'à la ligne de front du neuvième rang, de là,

tance of sixteen hundred and sixty feet, English measure, from the road of the big hill "Grande Côte"; thence, the limit line takes a southeasterly direction and follows the division line between lots 47 and 48 up to the Jésus river; thence, the limit line takes a northeasterly direction and follows the high-water line of the Jésus river up to the starting point.

The said Order in Council became effective on the first of July, 1950.

27934

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1355-49.

Quebec, July 10, 1950.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 28th day of June, 1950, to detach from the school municipality of Saint-Gédéon-de-Marlow, in the county of Frontenac, the territory hereinafter, described and to annex it to the school municipality of the Village of Saint-Gédéon, in the same county, to wit:

a) A territory forming part of the eighth range of the Township of Marlow, described as follows:

Starting from a point situate at the intersection of the division line of the seventh and eighth ranges with the Chaudière river, thence, following the front line of the eighth range running southeastward to a point situate at the intersection of the front line of the eighth range with the southeast side of the public road, thence, following the public road southwestward a distance of one hundred and twenty-seven feet thence, towards the northeast a distance of one hundred and seventy two feet up to the intersection of the said line with the front line of the eighth range, thence, running southeastward and following the front line of the eighth range up to the division line of lots numbers twenty-six letter "A" and twenty-six letter "B", thence, following southwestward the southeast line of lot number twenty-six letter "B", as far as the Chaudière river, then running northwestward, and following the Chaudière river up to the starting point.

b) A territory forming part of the eighth and ninth ranges of the township of Marlow, described as follows:

Starting from a point situate at the intersection of the southeast line of lot number twenty-three letter "A" of the ninth range with the Chaudière river, thence, running northeastward as far as the front line of the ninth range, thence, running northwestward and following the front line of the ninth range up to the point of intersection of the northwest line of lot number twenty-four letter "A" of the eighth range, thence, running northeastward and following the northwest, line of lot number twenty-four letter "A" up to the front line of the eighth range, thence, towards the southeast, and following the front line of the eighth range for a distance of fifteen chains and twenty links, thence, towards the southwest and following a line of lot number twenty-three of the eighth range up to a point situate at seven hundred and sixty-eight feet northeast of the front line of the ninth range, thence, towards the southeast, for a distance of five hundred and seventy-six feet, thence, towards the northeast for a distance of ninety-six feet, thence towards the southeast as far as the northwest line of lot number twenty-one letter "B" of the eighth range, thence, towards the northeast following the northwest line of lot twenty-one letter "B" of the eighth range for a distance of seven hundred and sixty-eight feet,

vers le nord-ouest en suivant la ligne de front du neuvième rang, sur une distance de cent trente-cinq pieds, de là, vers le sud-ouest jusqu'à la rivière Chaudière, et de là, vers le nord-ouest jusqu'au point de départ.

Cet arrêté ministériel a pris effet le premier juillet 1950.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
27934-o O. J. DESAULNIERS.

thence, towards the southeast as far as the southeast line of lot number twenty-one letter "A", thence, toward the southwest following the southeast line of lot number twenty-one letter "A" of the eighth range as far as the front line of the ninth range, thence northwestward following the front line of the ninth range for a distance of one hundred and thirty-five feet, thence southwestward, as far as the Chaudière river, and thence, northwestward up to the starting point.

The said order in council became effective on the first day of July, 1950.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 286960. Dame Eileen Beaton, résidant à Lakeside dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Roméo Cartier, des mêmes lieux, et ledit Joseph Roméo Cartier pour autoriser son épouse aux présentes, demanderesse, vs Joseph Roméo Cartier, résidant à Lakeside dans le district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause le 16 juin 1950.

Montréal, le 13 juillet 1950.

Les Procureurs de la demanderesse,
PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN &
27937-o HODGE.

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, N° 287426. Dame Marie-Jeanne Lalonde, épouse commune en biens de J. Aladin Desjardins, demeurant et domiciliée au numéro 1281, rue Dorion, en les cité et district de Montréal, demanderesse, vs J. Aladin Desjardins, entrepreneur-peintre, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29 juin 1950.

Montréal, ce 28ième jour de juin 1950.

Le Procureur de la demanderesse,
27939-o YVON PERRAS.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 286960. Dame Eileen Beaton, residing in Lakeside, in the district of Montreal, wife common as to property of Joseph Romeo Cartier, of the same place, and the said Joseph Romeo Cartier to these presents to authorize his said wife, plaintiff, vs Joseph Roméo Cartier, domiciled and residing in Lakeside, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by Plaintiff against defendant on June 16th, 1950.

Montreal, July 13th, 1950.

PATENAUDE, PATENAUDE, TRAHAN &
27937-o HODGE.
Attorneys for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 287426. Dame Marie-Jeanne Lalonde, wife common as property of J. Aladin Desjardins, residing at 1281, Dorion Street, of the City and District of Montreal, Plaintiff, vs J. Aladin Desjardins, paint-contractor, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case of June 29th, 1950.

Montreal this 28th day of June 1950.

YVON PERRAS,
27939-o Attorney for Plaintiff.

Avis divers

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION "LA VERITA"
LTÉE

Règlement N° 22

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 22 de "La Compagnie de Publication "La Verita" Ltée" (ci-après nommée) "La compagnie", comme suit:

1. Que le nombre des directeurs soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq (5) à sept (7);
2. Que le quorum des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, fixé à cinq (5);
3. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, modifiés en conséquence.

Décrété le 20 juin 1950.

Témoin: Le Sceau corporatif de la compagnie.
Le Président,

27936 DONALD SAFOLIO.

Miscellaneous Notices

LA COMPAGNIE DE PUBLICATION "LA VERITA"
LTÉE

By-Law No. 22

"Be it enacted and it is hereby enacted as By-law No. 22, of "La Compagnie de Publication "La Verita" Ltée" (hereinafter called) "The Company", as follows:

1. The number of the Board of Directors be and is hereby increased from five (5) to seven (7);
2. The quorum of the Board of Directors of the Company be and the same is hereby fixed at five (5);
3. The By-laws of the Company be and the same are hereby amended to accord with the foregoing.

Enacted this twentieth day of June, 1950.

"Witness the corporate seal of the Company".
DONALD SAFOLIO,
Chairman.

27936-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Lucien", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 juin 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Lucien, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
27935-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative d'Habitation St-Georges", en date du 28 juin 1950, dont le siège social est situé à Shawinigan-Falls, comté de St-Maurice, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 10 juillet 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
27940-0 JEAN BRUCHÉSI.

LES INDUSTRIES DE BOIS DE ST-RAYMOND
LIMITÉE
ST. RAYMOND LUMBER INDUSTRIES LIMITED

Extrait du procès-verbal d'une assemblée générale spéciale des actionnaires et directeurs de la compagnie ci-haut mentionnée, tenue au siège social de celle-ci, à Saint-Raymond, le 29 avril 1950, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de quatre à cinq:

"Il est proposé par M. C.-H. Eugène Paquet et unanimement résolu que les règlements de la Compagnie soient modifiés comme suit:

Annuler la paragraphe N° 7 pour le remplacer par le suivant:

Les affaires de la Compagnie seront administrées par un Bureau de Direction composé de cinq directeurs."

Certifiée vraie copie, 20 mai 1950.
Le Secrétaire,
27941-0 M. LARUE.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Ma Demeure" Coopérative de Construction d'habitations", en date du vingt juin 1950, dont le siège social est situé à Arvida, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 juin 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
27942-0 JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Fraternité des Chauffeurs de Taxi", pour l'étude, la défense et le développement des in-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Lucien", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June 22, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Lucien, county of Drummond.

JEAN BRUCHÉSI,
27935 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative d'Habitation St-Georges" under date the twenty-eighth day of June, 1950, whereof the head office is at Shawinigan-Falls county of St-Maurice, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of July, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
27940 Under Secretary of the Province.

LES INDUSTRIES DE BOIS DE ST-RAYMOND
LIMITÉE
ST. RAYMOND LUMBER INDUSTRIES LIMITED

Excerpt from the minutes of a special general meeting of the shareholders and directors of the aforesaid company, held at the head office thereof, at Saint-Raymond, on the 29th day of April, 1952, concerning the increase in the number of directors from four to five:

"It was moved by Mr. C. H. Eugène Paquet and unanimously resolved that the by-laws of the company be amended as follows:

To cancel paragraph No. 7 and replace it by the following:

The affairs of the company will be managed by a Board of Directors consisting of five members."

Certified true copy, May 20, 1950.
M. LARUE,
27941 Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Ma Demeure" Coopérative de Construction d'habitations", under date the twentieth day of June, 1950, whereof the head office is at Arvida, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of June, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
27942 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Fraternité des Chauffeurs de Taxi" for the study, defence and promotion of the eco-

térêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 juillet 1950.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
27964-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Avenir Économique de St-Jean, Qué.", en date du 13 juillet 1950, dont le siège social est situé à Saint-Jean, comté de Saint-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 18 juillet 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
27965-o JEAN BRUCHÉSI.

RÈGLEMENT N° 4.—CONSEIL D'ADMINISTRATION

a) *Nombre.* Le conseil d'administration se composera de 11 membres dont un président, un vice-président, un secrétaire-trésorier et huit directeurs représentant les 8 districts ci-après décrits:

DISTRICT 1.—Comtés de Abitibi-Est, Abitibi-Ouest, Rouyn-Noranda, Témiscamingue.

DISTRICT 2.—Comtés de Pontiac, Gatineau, Argenteuil, Deux-Montagnes, Vaudreuil-Soulanges, Papineau, Hull. Et mesureurs de bois résidant dans la Province d'Ontario.

DISTRICT 3.—Tous les comtés de la rive sud compris entre le fleuve St-Laurent et les frontières américaines au sud et à l'exclusion des comtés de Rivière-du-Loup et de Témiscouata, les mesureurs de bois résidant aux États-Unis.

DISTRICT 4.—Comtés de Trois-Rivières, St-Maurice, Laviolette, Champlain, Portneuf.

DISTRICT 5.—Comtés de l'Île de Montréal et les comtés de Labelle, Terrebonne, Joliette, Montcalm, Berthier, Maskinongé, l'Assomption.

DISTRICT 6.—Comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi, Montmorency, Québec.

DISTRICT 7.—Comtés de Rivière-du-Loup, Témiscouata, Matapédia, Rimouski, Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Matapédia, et les mesureurs résidant au Nouveau-Brunswick.

DISTRICT 8.—Comtés de Saguenay, Île d'Anticosti, Îles de la Madeleine, Charlevoix.

b) *Terme d'office.* Le terme d'office des membres du conseil court de la date de leur élection jusqu'à l'assemblée annuelle suivante ou jusqu'à ce qu'un successeur leur soit désigné.

c) *Vacances.* Toute vacance dans le conseil sera comblée par le conseil qui nommera, à sa première assemblée suivant la vacance, un membre de l'association pour terminer le terme d'office au siège ainsi vacant.

RÈGLEMENT N° 5.—ÉLECTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

a) Le président, le vice-président et le secrétaire-trésorier seront élus par tous les membres de l'Association. Les directeurs représentant chaque district seront choisis parmi et élus par les membres résidant dans chacun de ces districts, suivant l'adresse enregistrée dans les livres de l'Association. Aucun membre n'aura le droit

economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 18, 1950.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
27964 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Avenir Économique de St-Jean, Qué." under date the thirteenth day of July, 1950, whereof the head office is at Saint-Jean, county of Saint-Jean, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of July, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
27965 Under Secretary of the Province.

BY-LAW No. 4.—BOARD OF DIRECTORS

a) *Number.* The Board of Directors will consist of 11 members, including a president, a vice-president, one secretary-treasurer and eight directors representing the 8 districts hereinafter described.

DISTRICT 1.—Counties of Abitibi-East, Abitibi-West, Rouyn-Noranda, Témiscamingue.

DISTRICT 2.—Counties of Pontiac, Gatineau, Argenteuil, Two Mountains, Vaudreuil-Soulanges, Papineau, Hull. And Cullers residing in the Province of Ontario.

DISTRICT 3.—All the counties on the South Shore comprised between the St-Lawrence River and the American boundary to the south and to the exclusion of the counties of Rivière-du-Loup and Témiscouata, and the Cullers residing in the United States.

DISTRICT 4.—Counties of Trois-Rivières, St-Maurice, Laviolette, Champlain, Portneuf.

DISTRICT 5.—Counties of the Island of Montreal, and the counties of Labelle, Terrebonne, Joliette, Montcalm, Berthier, Maskinongé, l'Assomption.

DISTRICT 6.—Counties of Roberval, Lake St. John, Chicoutimi, Montmorency, Québec.

DISTRICT 7.—Counties of Rivière-du-Loup, Témiscouata, Matapédia, Rimouski, Bonaventure, Gaspé-North, Gaspé-South, Matane, and the Cullers residing in New Brunswick.

DISTRICT 8.—Counties of Saguenay, Anticosti Island, the Magdalen Islands, Charlevoix.

b) *Term of Office.* The term of office of the members of the Council extends from the date of their election until the next annual meeting or until a successor be appointed.

c) *Vacancies.* Any vacancy in the council shall be filled by the council which will appoint, at its first meeting following the vacancy, a member of the association to finish the term of office in the vacant seat.

BY-LAW No. 5.—ELECTION OF THE BOARD OF DIRECTORS

a) The president, Vice-president and the secretary-treasurer will be elected by all the members of the Association. The directors representing each district will be chosen from among and elected by the members residing in each of the said districts, according to the address entered in the books of the Association.

de voter pour plus d'un directeur ni pour un directeur ne résidant pas dans le district de son domicile tel qu'indiqué dans les livres de l'Association.

b) Le ou avant le 1er mars de chaque année, le secrétaire-trésorier préparera la liste des candidats aux diverses charges du conseil d'administration. Le conseil sortant de charge suggérera de un à trois noms à chaque charge et chaque groupe de 50 membres pourra proposer des candidats aux diverses charges en avisant à cet effet le secrétaire-trésorier avant le 1er mars de chaque année. Avant de mettre la liste des candidats en circulation, le secrétaire-trésorier devra avoir obtenu l'assentiment des candidats mis en nomination.

c) Avant le 15 mars de chaque année, le secrétaire-trésorier adressera à tous les membres de l'association la liste des candidats proposés conformément au paragraphe précédent, accompagnée d'un bulletin de vote.

d) Ce bulletin de vote donnera la liste des candidats à la présidence, à la vice-présidence et au poste de secrétaire-trésorier. Il indiquera de plus le nom des candidats au poste de directeur du district du membre concerné.

e) *Mode de votation.* Le vote se fera en inscrivant sur le bulletin de vote en regard de chaque charge, une croix vis-à-vis le nom du candidat choisi.

f) *Bulletins de vote perdus ou détruits.* Si par accident un membre détruit ou perd son bulletin de vote, il pourra en obtenir un autre du secrétaire-trésorier en fournissant une preuve de sa bonne foi.

g) *Envoi des bulletins.* Chaque bulletin doit être retourné au secrétaire-trésorier au siège social de l'Association, sous trois enveloppes cachetées; l'enveloppe intérieure contiendra le bulletin de vote et portera seulement l'inscription "élection du (date)"; l'enveloppe intermédiaire contenant l'enveloppe intérieure portera seulement l'inscription "élection du (date)" et la signature du voteur, son numéro de licence et son numéro de carte de membre; l'enveloppe extérieure contenant l'enveloppe intermédiaire portera le nom et l'adresse du secrétaire-trésorier. Tout bulletin de vote doit parvenir au secrétaire-trésorier avant l'ouverture de l'assemblée générale annuelle.

h) *Dépouillement du scrutin.* Les votes seront dépouillés à l'assemblée générale annuelle par les scrutateurs nommés par l'assemblée parmi les membres présents en règle avec l'Association.

Le secrétaire-trésorier remettra à ces scrutateurs les bulletins de vote reçus. Les scrutateurs vérifieront si les électeurs dont la signature apparaît sur l'enveloppe intermédiaire sont en règle avec l'association et ils rejeteront sans ouvrir ces enveloppes, toutes celles des membres en défaut. Les enveloppes intérieures seront alors au fur et à mesure déposées dans la boîte du scrutin. Une fois tous les votes déposés dans la boîte de scrutin, les scrutateurs feront le dépouillement des votes. Tout bulletin irrégulièrement rempli sera rejeté. Une fois le dépouillement terminé les scrutateurs feront rapport du résultat au président de l'assemblée qui proclamera les élus. Au cas d'égalité des votes, le président donnera son vote prépondérant.

Je soussigné, secrétaire-trésorier de l'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la Province de Québec, certifie que ce qui précède est une copie conforme des règlements nos 4 et 5 se rapportant au mode d'élection, de l'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la l'Associa-

No member shall have the right to vote for more than one director nor for a director not residing in the district of his domicile as indicated in the books of the Association.

b) On or before the first of March of each year, the secretary-treasurer shall prepare a list of candidates to the various charges of the Board of Directors. The retiring council may suggest from one to three names for each office and each group of 50 members may propose candidates for the various offices by advising the secretary-treasurer to this effect before the 1st of March of each year. Before circulating the list of candidates, the secretary-treasurer should first obtain the consent of the eligible candidates.

c) Before the 15th of March each year, the secretary-treasurer shall forward to all the members of the Association the list of the proposed candidates according to the foregoing paragraph, accompanied by a ballot.

d) The said ballot will give the list of candidates for president, vice-president, and for secretary-treasurer. It shall, moreover, specify the name of the candidates to the office of director of the district of the member concerned.

e) *Mode of voting:* The vote is made by putting a cross on the ballot opposite the name of the candidate chosen for each office.

f) *Ballots lost or destroyed:* Should a member accidentally lose or destroy his ballot, he may procure another from the secretary-treasurer by giving proof of his good faith.

g) *Return of ballots:* Each ballot should be returned to the secretary-treasurer at the head office of the Association, in three sealed envelopes; the inner or third envelope to contain the ballot and bear only the inscription "election of (date)"; the second containing the third, to bear only the inscription "election of (date)" and the signature of the voter, his license number and the number of his membership card; the outer envelope containing the second envelope shall bear only the name and address of the secretary-treasurer. All ballots should be forwarded to the secretary-treasurer before the opening of the annual general meeting.

h) *Opening and counting of ballots.* The ballots will be opened and counted at the annual general meeting by the scrutineers appointed by the meeting from among the members present in good standing with the Association. The secretary-treasurer will hand over the ballots received by the scrutineers. The scrutineers will verify whether the voters, whose signature appears on the inside envelope, are in good standing with the Association and will reject, without opening the said envelopes, all those from members in default. The inside envelopes will then be deposited in the ballot box. When all ballots have been placed in the ballot box, the scrutineers will then open and count the votes. Any ballot not properly marked will be rejected. Once the counting is over the scrutineers will give the result to the president of the meeting who will call out the names of those elected. In the case of a tie the President will give the deciding vote.

I, the undersigned, secretary-treasurer of the Quebec Licensed Cullers' Association, certify that the foregoing is a true copy of by-laws Nos. 4 and 5 respecting the mode of election of the Quebec Licensed Cullers' Association, as adopted by the Board of Directors of the Association

tion et ratifiés à une assemblée générale spéciale des membres de la dite Association, tenue à Québec le 10 juin 1950.

Le Secrétaire-trésorier,
27947-29-2-o LUDGER SIMARD.

and ratified at a special general meeting of the members of the said Association, held at Quebec on the 10th day of June, 1950.

LUDGER SIMARD,
Secretary-Treasurer.

Chartes — Abandon de

FOUNTAIN CORPORATION LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Fountain Corporation Limited" s'adressera au procureur général de la province pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte.

Montréal, le 14 juillet, 1950.

Le Procureur de la Fountain Corporation
Limited.
27943-o RAYMOND CARON.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Barwick Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 novembre 1920.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 juillet 1950.

L'Assistant-procureur général,
27966 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Downtown Realty Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 3 juillet 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 juillet 1950.

L'Assistant-procureur général,
27966 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Esterel Resorts Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 juin 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 juillet 1950.

L'Assistant-procureur général,
27966 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276,

Charters— Surrender of

FOUNTAIN CORPORATION LIMITED

Notice is hereby given that "Fountain Corporation Limited" will make application to the Attorney General of the Province for leave to surrender its charter.

Montreal, July 14, 1950.

RAYMOND CARON,
Attorney for Fountain Corporation
27943-o Limited.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Barwick Limited", incorporated by letters patent dated the 18th day of November, 1920.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of July, 1950.

L. DÉSILETS,
27966-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Downtown Realty Company Limited", incorporated by letters patent dated the 3rd day of July, 1942.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of July, 1950.

L. DÉSILETS,
27966-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Esterel Resorts Limited", incorporated by letters patent dated the 7th day of June, 1944.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 17th day of July, 1950.

L. DÉSILETS,
27966-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and

article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Favorite Small Wares Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 septembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 juillet 1950.

L'Assistant-procureur général,
27966-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée" — "The Fagnan Drive Yourself Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 mars 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze juillet 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le 17 juillet 1950.

L'Assistant-procureur général,
27966-o L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mizpah Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 octobre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 juillet 1950, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 17 juillet 1950.

L'Assistant-procureur général,
27966 L. DÉSILETS.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est donné que la compagnie "Iron Ore Company of Canada" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est Jules Robert Timmins, chambre 721, 360 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Le bureau principal de la corporation dans la Province est situé à l'adresse indiquée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 juillet 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
27946 JEAN BRUCHÉSI.

subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Favorite Small Wares Limited" incorporated by letters patent bearing date the twenty-seventh day of September, 1945.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1950, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1950.

L. DÉSILETS,
27966 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 176, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée" — "The Fagnan Drive Yourself Company Limited", incorporated by letters patent bearing date the eighteenth day of March, 1947.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1950, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1950.

L. DÉSILETS,
27966 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mizpah Inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of October, 1946.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of July, 1950, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 17th day of July, 1950.

L. DÉSILETS,
27966-o Deputy Attorney General.

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that the company "Iron Ore Company of Canada" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said Company in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Jules Robert Timmins of Room 721, 360 St. James Street West, in the City and Judicial District of Montreal.

The principal office of the Corporation for the Province is at the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of July, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
27946-o Under Secretary of the Province.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Châteauguay, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles. (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole des Pomiculteurs de Châteauguay", et que son principal siège d'affaires est à Châteauguay.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce douzième jour de juillet 1950.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
27958-o RENÉ TRÉPANIÉ

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of Châteauguay, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, chap. 120), under the name of "Société Coopérative Agricole des Pomiculteurs de Châteauguay", and that its principal place of business is at Châteauguay.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twelfth day of July, 1950.

RENÉ TRÉPANIÉ,
Deputy Minister of Agriculture.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame du Sacré-Cœur division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que dans la Première Concession, le lot 30 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 juillet 1950.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
27945-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Notre-Dame du Sacré-Cœur Registration Division of Rimouski.

Notice is hereby given that in First Concession, lot No. 30 is cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, July the 7th, 1950.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
27945-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie du meuble de Québec, établi en exécution du décret numéro 974, du 30 juin 1948, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 829 du 12 juillet 1950, section "E" le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 17 juillet 1950 au 16 juillet 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur liste de paye totale pour les salariés régis par le décret.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur rémunération totale.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception des cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règle-

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, established under decree number 974 of June 30, 1948, and amendments has been authorized by by-law approved by Order in Council number 829 of July 12, 1950, part "E" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from July 17th 1950 to July 16th 1951, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Joint Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of the total wages paid to their employees, governed by the decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Joint Committee a sum equivalent to 1/5 of 1% of their total wages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which must be filled in according to the by-laws of

ments du Comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient transmis au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire, à titre de prélèvement.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé, assermenté, et adressé au Comité paritaire dans un délai de quinze (15) jours après l'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Meuble de Québec, à compter du 17 juillet 1950 au 16 juillet 1951.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DU COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE QUÉBEC Du 17 juillet 1950 au 16 juillet 1951.

Revenus Probables:

Estimé des gages pour l'année	—
1/5 de 1% des employeurs professionnels	\$16,400.00
1/5 de 1% des employés	16,400.00
	<hr/>
	\$32,800.00

Dépenses probables:

Salaire du secrétaire	\$ 4,000.00
Loyer	1,211.00
Électricité	45.00
Taxes d'eau et d'affaires	75.00
Articles divers	150.00
Entretien et réparations	531.00
Salaires: Bureau et inspecteurs	14,352.00
Frais de voyage: Inspecteurs et secrétaire	3,000.00
Dépenses: Délégués	4,095.00
Téléphone & Télégrammes	283.00
Frais légaux	2,664.00
Frais de vérification	400.00
Impression et papeterie	500.00
Timbres-poste	350.00
Frais généraux	300.00
Frais bancaires	100.00
Mauvaises créances	50.00
Réserve	694.00
	<hr/>
	\$32,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 juillet 1950. 29757-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, établi en exécution du décret numéro 99, du 29 janvier 1948, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 829, du 12

the Committee. The professional employer shall see to it that these reports be forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer, together with the assessments, shall be signed and sworn to before it is sent to the Parity Committee no later than fifteen (15) days after the expiration of the period for which it is exigible.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Joint Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements foreseen by the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, for the period extending from July 17, 1950 to July 16, 1951.

PROPOSED BUDGET OF THE JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC From July 17, 1950 to July 16, 1951

Revenues (estimated)

Estimate of Annual Wages:	
1/5 of 1% from Professional Employers	\$16,400.00
1/5 of 1% from Employees	16,400.00
	<hr/>
	\$32,800.00

Expenses (estimated):

Secretary's Salary	\$ 4,000.00
Rent	1,211.00
Light	45.00
Water & Business Taxes	75.00
Miscellaneous Articles	150.00
Maintenance & Repairs	531.00
Salaries: Office and inspectors	14,352.00
Travelling Expenses:	
Inspector and Secretary	3,000.00
Expenses:	
Members of the Committee	4,095.00
Telephone	283.00
Legal Fees	2,664.00
Audition Fees	400.00
Printing & Stationery	500.00
Postage	350.00
General Expenses	300.00
Bank Fees	100.00
Bad Debts	50.00
Reserve	694.00
	<hr/>
	\$32,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 22, 1950. 27957-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal, formed under decree number 99 of January 29, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law, approved by Order in Council number 829 of

juillet 1950, section "D", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant le mode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er août 1950 au 31 juillet 1951; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par le décret numéro 99.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 99 doivent également payer au Comité paritaire 1/2 de 1% des sommes gagnées dans l'exécution d'un travail régi par ledit décret.

c) Les salariés régis par le dit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces formules soient remplies et retournées au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des prélèvements, doit être adressé au Comité paritaire le ou ayant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal, pour la période comprise entre le 1er août 1950 et le 31 juillet 1951.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES ACCESSOIRES DE MODE DANS L'ÎLE DE MONTRÉAL

État des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 1er août 1950 et le 31 juillet 1951.

Revenus:
Cotisations des employeurs professionnels. \$3,500.00

July 12, 1950, part "D", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Levy*

The period of levy shall extend from August 1st, 1950 to July 31st, 1951, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the Decree shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to 1/2 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to Decree No. 99.

b) All the artisans subject to Decree No. 99 must also pay to the Parity Committee, a sum equivalent to 1/2 of 1% of the wages earned for work governed by the said Decree.

c) The employees governed by the Decree, shall pay to the Parity Committee, a sum equivalent to 1/2 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed return forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it deems it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which said report is requirable.

3. *Financial report*

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal for the period comprised between August 1, 1950 and July 31st, 1951, is hereto annexed.

THE PARITY COMMITTEE OF THE FASHION ACCESSORIES ON THE ISLAND OF MONTRÉAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 1, 1950, and July 31, 1951.

Income:
Levy upon professional employers. \$3,500.00

Cotisations des salariés.	3,500.00	Levy upon employees.	3,500.00
	<u>7,000.00</u>		<u>7,000.00</u>
<i>Dépenses:</i>		<i>Expenditures:</i>	
Salaires et administration.	\$4,500.00	Salaries and administration.	4,500.00
Dépenses de bureau (éclairage, taxes, comptabilité, assurance, téléphone)	600.00	Office overhead (Light, Taxes, Accountancy, Insurance, Telephone)	600.00
Inspection	600.00	Inspection.	600.00
Frais d'assemblées	100.00	Meetings.	100.00
Frais légaux	300.00	Legal fees	300.00
Loyer.	500.00	Rent	600.00
Impression et papeterie.	300.00	Printing & Stationery.	300.00
Divers et imprévus.	100.00	Miscellaneous and unforeseen expenses.	100.00
	<u>7,000.00</u>		<u>7,000.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 22 juillet 1950.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 22, 1950.

Département du Trésor
Assurances

Treasury Department
Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que "American Union Insurance Company of New York", enregistrée sous le numéro 503, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 3947 qui l'autorise, à compter du 15 mars 1950, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurances suivants: Incendie et accessoirement—agitation civile, choc de véhicule, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle limitée, ouragan, tremblement de terre.

Notice is hereby given that "American Union Insurance Company of New York", registered under number 503, has obtained the license and certificate of registration number 3947 authorizing it, as from the 15th of March 1950, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto—civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, limited hail, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, windstorm.

Le siège social de la compagnie est situé à New-York, État de New-York, États-Unis d'Amérique.

The head office of the company is situate at New York, State of New York, United States of America.

La compagnie a nommé M. Georges H. James 276 Ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

The company has appointed Mr George H. James, 276 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 17 juillet 1950.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 17th of July 1950.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE.

27956-29-2-o Surintendant des assurances.

27956-29-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE
AND REGISTRATION

Attendu que "Central Union Insurance Company", dont le siège social est dans le canton de Raritan, comté de Hunterdon, État de New-Jersey, États-Unis d'Amérique, a cédé tout son actif et transporté toutes ses obligations à American Union Insurance Company of New York, dont le siège social est à New-York, État de New-York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux corporations et prenant effet le 15 mars 1950;

Whereas "Central Union Insurance Company", whose head office is situate in Raritan Township, Hunterdon County, State of New Jersey, United States of America, has ceded all its assets and transferred all its liabilities to American Union Insurance Company of New York, whose head office is situate at New York, State of New York, United States of America, as provided in a reinsurance agreement entered into by these two corporations and taking effect the 15th of March 1950.

Attendu que "Central Union Insurance Company" s'est conformée, en vertu dudit contrat de réassurance, aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec.

Whereas "Central Union Insurance Company" has complied, pursuant to the said reinsurance agreement, with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act.

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et l'enregistrement de "Central Union Insurance Company" sont annulés à compter du 15 mars 1950.

Therefore notice, is hereby given that the license and registration of "Central Union Insurance Company" are cancelled as from the 15th of March 1950.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 17 juillet 1950.
Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 17th of July 1950.
For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examen de novembre 1950 — Examination of November 1950

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Clément.	Charles.	20	Joliette.	Séminaire de Joliette.

Joliette, 5 juillet 1950 — Joliette, July 5, 1950.

27929-28-2-o

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
Secretary of the Bar of Laurentides.

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidences Residences
Grenier.	Louis.	20	Beaufort.
Choquette.	Marc.	21	Quebec.
Beaudry.	Henri.	21	St-Romuald.
Morissette.	Jean-Marie.	22	St-Léon de Standon.
Paradis.	Jacques.	22	Quebec.
Rioux.	Claude.	20	Quebec.
Jessop.	Jean-Marc.	22	Quebec.

27929-28-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
J. CHARLES V. GRAVEL,
Secretary of the Quebec Bar.

BARREAU DES TROIS-RIVIERES — BAR OF TROIS-RIVIERES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Méthot.	Gilles.	22	Trois-Rivières.	Séminaire St-Joseph
Stangeland.	Tor Oscar.	21	La Gabelle.	McGill (U)

Trois-Rivières, le 17 juillet 1950 — Trois-Rivières, July 17, 1950.

27967-29-2-o

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
RICHARD RIOUX,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

Liquidation, avis de:

AVIS DE LIQUIDATION VOLONTAIRE

Avis est par les présentes donné que les membres de La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la paroisse de St-Étienne de Beaumont, Cté-Bellechasse, à une assemblée générale, tenue au Centre Paroissial, à Beaumont, dimanche le 16 juillet 1950, ont autorisé le bureau de direction à imposer une cotisation suffisante pour sol-

Winding up Notice :

NOTICE OF VOLUNTARY WINDING UP

Notice is hereby given that the members of La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la paroisse de St-Étienne de Beaumont, county of Bellechasse, at a general meeting held at, Le Centre paroissial at Beaumont, Sunday, July 16, 1950, have authorised the board of directors to determine an adequate assessment for paying

der toutes les dépenses relatives à son administration ainsi que celles de la liquidation qui fut résolue, à l'unanimité, ce même jour.

Le liquidateur nommé est Raymond Chabot, résidant à Beaumont, Cté Bellechasse, et la liquidation sera effective à compter du 17 juillet 1950. Toutefois la compagnie, conformément à l'avis donné à chacun de ses membres, cessera d'assumer toute responsabilité relativement aux polices qu'elle a émises, à compter du 29 juillet 1950.

Le Liquidateur,
RAYMOND CHABOT,
 Beaumont Cté Bellechasse.
 27948-29-2-o

all expenses relating to its administration and those of the liquidation which was resolved unanimously the same day.

Raymond Chabot, resident at Beaumont, County of Bellechasse, has been appointed liquidator of the company. The liquidation will be effective as from July 17 1950. The company in accordance with the notice given to each of its members, will cease to assume all responsibilities relating to its policies as from July 29 1950.

RAYMOND CHABOT,
 Liquidator,
 Beaumont County of Bellechasse.
 27948-29-2-o

Ratification de titre

Province de Québec, district de Montréal
 Cour Supérieure

N° 3090
Ex-Parte

AVIS

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du Protonotaire du District de Montréal, un acte de vente passé devant le Notaire Louis Joseph Boileau, le 24 février 1950, entre Dame Elvézia Andréani de la Cité de Montréal, demeurant au numéro 6993 de la rue Papineau, épouse séparée de biens de Angello Della Vedove, presseur, et Roméo Gingras, chauffeur d'autobus de la cité de Verdun, étant une vente par ladite Dame Elvézia Andréani au dit Roméo Gingras d'un immeuble décrit comme suit:

Confirmation of Title

Province of Quebec, District of Montreal,
 Superior Court

No. 3090
Ex-Parte

NOTICE

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the Prothonotary of the Superior Court in the district of Montreal, a deed of sale executed before Notary Louis Joseph Boileau, on the 24th. of February 1950, between Dame Elvézia Andréani of the City of Montreal, residing at numbers 6993 Papineau Street, wife separate as to property of Angelo Della Vedove, pressman, and Roméo Gingras, bus driver of the City of Verdun, being a sale by the said Dame Elvezia Andreani to the said Roméo Gingras of an immoveable described as follows:

"Un emplacement situé en la Cité de Montréal et portant le numéro sept-cent-six de la subdivision officielle du lot numéro quatre-cent quatre-vingt-un (481-706) au plan et sur le livre de renvoi officiels de la Paroisse du Sault au Récollet, de la contenance de quarante-deux pieds et deux-dixièmes de largeur en front, trente-huit pieds et quatre dixièmes de largeur en arrière, avec les bâtisses portant les numéros civiques 6989, 6991 et 6993 de la dite rue Papineau, avec droit de passage dans la ruelle en commun avec tous autres y ayant droit.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Le dit immeuble ayant été en la possession de la dite Dame Elvézia Andréani, épouse séparée de biens de Angelo Della Vedove depuis le 14 mai 1940 jusqu'au 24 février 1950; date depuis laquelle le dit Roméo Gingras le possède comme propriétaire; et toute personne qui réclame quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte savoir avant le 22 mars 1950, date en vertu duquel le dit immeuble a été acquis par le dit Roméo Gingras, sont averties qu'il sera présenté à la Cour, le 25ième jour d'Août 1950, une demande de ratification de titres; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le régistreur est tenu, par les dispositions du Code de Procédure Civile de le mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par les présentes requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après

"A lot of land situate in the City of Montreal and bearing number seven hundred and six of the official subdivision of lot number four hundred and eighty-one (481-706) on the plan and in the book of reference of the Parish of Sault-aux-Récollets, in front of a width of forty-two feet and two-tenths, in rear of a width of thirty-eight feet and four tenths, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 6989, 6991 and 6993 of the said Papineau street with the right of way in the lane in common with all others having right of access thereto. The whole as the property now subsists with all its actives and passives servitudes, apparent or unapparent attached to the said immoveable."

The said immoveable having been in the possession of the said Dame Elvezia Andreani, wife separate as to property of Angelo Della Vedove since the 14th. of May 1940 until the 24th. day of February 1950, when the said Roméo Gingras acquired the said immoveable and still owns it as proprietor; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immoveable immediately before the registration of the said deed, to wit, before the 22nd. day of March 1950 when said immoveable was acquired by the said Roméo Gingras, are hereby notified that application shall be made to the said Court on the 25th. day of August 1950 for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bounded by the provisions of the Code of Civil Procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said Protho-

le dit jour, à défaut de quoi elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Montréal, 6 juillet, 1950.

Le Député-protonotaire Cour Supérieure,
Montréal,
27901-28-2-o C.-E. SAUVÉ.

notary within six days after the said day, in default of which they will be forever procluded from the right of so doing.

Montreal, July 6th. 1950.

C. E. SAUVÉ,
Deputy-prothonotary Superior
Court, Montreal.

Siège social

BOISJOLY & BOISJOLY LIMITÉE

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Boisjoly & Boisjoly Limitée", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 26 juin 1950, enregistrées le 28 juin 1950, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi le siège social à 7631 rue Chambord, Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 10 juillet 1950.

27938-o Le Président,
J.-A.-L. ÉMOND.

Head Office

BOISJOLY & BOISJOLY LIMITÉE

Notice is hereby given, that the company "Boisjoly & Boisjoly Limitée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on June 26th, 1950, registered on the 28th of June, 1950, and having its head office in the city of Montreal, has established its head office at 7631 Chambord street, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 10th day of July, 1950.

27938 J. A. L. ÉMOND,
President.

Vente — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, N° 11,646. Cour Supérieure (Siégeant en matière de faillite).

Dr J. Albert Pelletier, médecin, Sainte-Anne des Monts, P.Q., Failli, & Henri-A. Martin, Syndic.

Avis public, est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

"Un terrain ou emplacement sis et situé au premier rang de la paroisse de Sainte-Anne des Monts, connu et désigné comme faisant partie du lot portant le numéro vingt-un-A (Ptie de 21-A) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le Fief Sainte-Anne des Monts Notre-Dame, borné vers le Nord-Ouest par le Chemin royal, vers le Nord-Est et le Sud-Est par le résidu du lot 21-A de Demoiselle Amélie Pelletier et vers l'Ouest par le lot 21-B de la venderesse, lequel terrain mesure une largeur de soixante et trois pieds (63) sur une profondeur de deux cent quinze pieds (215) avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu sur les lieux à Sainte-Anne des Monts, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT 1950 à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Cette vente aura le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Rimouski, Qué., ce 10ième jour de juillet 1950.

Bureau:
152A, de l'Évêché,
Rimouski, Qué. 27911-28-2-o
Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Sale — Bankruptcy Act

Canada, province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 11,646. Superior Court (Sitting in Bankruptcy).

Dr. J. Albert Pelletier, physician, of Sainte-Anne des Monts, P.Q., insolvent, & Henri A. Martin, trustee.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments hereinbelow mentioned will be sold at the respective time and place as mentioned below.

"A lot of land or emplacement lying and situate in the first range of the parish of Sainte-Anne des Monts, known and designated as forming part of the lot bearing number twenty-one-A (Pt. of 21-A) on the official cadastral plan and in the book of reference for the Fief Sainte-Anne des Monts Notre-Dame, bounded on the northwest by the King's Highway, on the northeast and southeast by the residue of lot 21-A belonging to Demoiselle Amélie Pelletier and towards the west by lot 21-B of the vendor, the said lot of land measures a width of sixty-three feet (63) by a depth of two hundred and fifteen feet (215), with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold on the premises at Sainte-Anne des Monts, on the SEVENTEENTH day of AUGUST, 1950, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

This sale to have the same effect as a Sheriff's sale.

Rimouski, Que., this 10th day of July, 1950.

Office:
152A, de l'Évêché,
Rimouski, Qué. 27911-28-2
HENRI A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Ventes pour taxes

Sales for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE MONTRÉAL-NORD
Comté Laval

TOWN OF MONTREAL NORTH
County of Laval

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'hôtel de ville de Montréal-Nord, MERCREDI, le (16) SEIZIEME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent cinquante (1950), à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the Council, at the Town of Montreal North, on WEDNESDAY, AUGUST the 16th (1950), Nineteen hundred and fifty, at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 22 juin 1950, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, Chapitre 33, Section 3.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated June 22nd, 1950, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of article 550, of Cities' and Town's Act, as amended by 24 Geo. V, chap. 33, section 3.

NOMS DES PROPRIÉTAIRES NAMES OF PROPRIETORS	CADASTRE CADASTRE	SUBDIVISIONS
Armand Toupin	31.....	105
Succession Marguerite Boire, veuve-widow of Elzear Toupin.....	31.....	106
Anatole Toupin	31.....	215
Succession Révérend Alphonse DeNève	36.....	90, 91, 92, 94, 94, 95
	(Avec bât. dessus construite — With bldg thereon erected)	
Ludger Lefebvre	45.....	637, 638
Thomas Murphy	48.....	8-2
	(Avec bât. dessus construite — With bldg thereon erected)	
Rose Lafrenière	50.....	416, 417, 418
Joseph Bélanger	50.....	979
Helena Lemire Vve-widow of Alphonse Roberge	50.....	1043, 1044, 1045
Wilfrid Bélanger	50.....	1209
R. C. Duff	76	331
	77.....	386
Harry Petrides	77-a	57, 58
Harry Petrides	77-a	20, 21

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la ville Montréal-Nord.

The above immovables are all in the plan and book of reference of the Parish of Sault au Recollet, and situated in the Town of Montreal North.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées aux dits immeubles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Donné en la ville Montréal-Nord, ce (17) dix-septième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante (1950).

Given at the Town of Montreal North, this (17) seventeenth day of July, Nineteen hundred and fifty (1950).

Vraie copie)

(True copy)

27949-29-2-0

Le Secrétaire-trésorier,
A. E. CHEVRIER.

27949-29-2-0

A. E. CHEVRIER,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE DE LA POINTE-AUX-TREMBLES
Comté de Laval

TOWN OF POINTE-AUX-TREMBLES
County of Laval

Avis public est, par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, en l'hôtel de Ville, de la Ville de la Pointe-aux-Trembles, JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour du mois d'AOUT, mil neuf cent cinquante (1950), à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by Public Auction at the office of Pointe-aux-Trembles, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of AUGUST, Nineteen hundred and fifty (1950), at TEN o'clock in the forenoon (Eastern Standard Time), to satisfy the payment of the Municipal and school taxes, plus the cost which shall

les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 11 juillet 1950, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 Georges V, chapitre 33, section 3.

subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated July 11th, 1950, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables under the authority of Article 550, of Cities and Towns Act, as amended by 24 Georges V, chapter 33, section 3.

NOMS DES PROPRIÉTAIRES NAMES OF PROPRIETORS	CADASTRE CADASTRAL	SUBDIVISIONS
Beauchamp Marie Elisabeth.....	227—.....	32, 31, 30, 70, 71, 72
Bouchard Osear.....	121—.....	473
Cattell Louis et -and Mary Edmonds, son épouse-his wife ..	182—.....	173, 174
Corbeil Dame Stanislas.....	181—.....	393
Cornier Henri Succession-Estate.....	181—.....	533, 534
Dagenais Régina E.....	101—.....	392
Demetre Stratton P.....	175—.....	242, 243, 244, 245, 246, 247
Denis J. H.....	206—.....	1030
Derouin Joseph.....	206—.....	204
Herbert Lubin Co.....	41—.....	122 à-to 148 incl., 153 à-to 177 incl., 179 à-to 181 incl., 184 à-to 186 incl., 190 à-to 198 incl., 205 à-to 207 incl., 209 à-to 240 incl., 242 à-to 245 incl., 257 à-to 281 incl., 283 à-to 290 incl., 294 à-to 301 incl., 303 à-to 326 incl., 328 à-to 351 incl., 353 à-to 360 incl., 362 à-to 364 incl., 366 à-to 390 incl., 392 à-to 394 incl., 397, 444 à-to 473 incl., 475 à-to 504 incl., 506 à-to 508 incl., 510 à-to 517 incl., 519 à-to 544 incl., 546 à-to 571 incl., 573 à-to 580 incl., 584 à-to 591 incl., 593 à-to 623 incl., 625 à-to 656 incl., 658 à-to 662 incl., 664 à-to 684 incl., 694, 54
	27—.....	43 à-to 64 incl., 72 à-to 94 incl., 96 à-to 123 incl., 125 à-to 152 incl., 176, 178 à-to 180 incl., 182 à-to 186 incl.
Houch Annette.....	177—.....	822 à-to 825 incl.
Hudon Albert Succession-Estate.....	209—.....	261
Lachance Palmyre, épouse de-wife of Z. Filiatrault.....	182—.....	249
Lachance Rachèle, épouse de-wife of Polydore Chaloux.....	184—.....	283
Lecourt Alice, veuve de-widow of Alphonse Lepage.....	184—.....	345, 369
McGowan Charles F. et son épouse-and his wife Isabel Mc Gowan.....	181—.....	84, 85.....
Miller Maude, épouse de-wife of Théodore Paterson.....	45—.....	282 à-to 291 incl.
Parent Félix.....	211—.....	955
Pharaoh Léonard Succession-Estate.....	40—.....	167, 168
Stuart Henri.....	202—.....	388
Taillefer Ida, veuve de-widow of J. H. Denis.....	227—.....	226
Todd Gerda et-and Elaine.....	199—.....	725, 726, 734

Les immeubles susdits sont tous aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de la Pointe-aux-Trembles, et situés dans la ville de la Pointe-aux-Trembles.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives ou passives, apparentes et occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la Ville de la Pointe-aux-Trembles, ce dix-septième jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante.

(Sceau)

27950-29-2-o Le Secrétaire-trésorier,
PAUL A. TRUDEAU.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE MISTASSINI

Avis public est par les présentes donné, que les immeubles ci-dessous désignés, seront vendus à l'enchère publique à DIX heures de l'avant-midi, (Heure avancée), le LUNDI SEPT AOUT mil neuf cent cinquante (7 août 1950), en la Salle de l'Hôtel de ville de Mistassini, Mistassini, P.Q. pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, des intérêts et des frais encourus, à

The above immovables are all on the plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, and situated in the Town of Pointe-aux-Trembles.

The said sale will be made with all active and passive servitudes, apparent or occult attached to the said properties.

Given at the Town of Pointe-aux-Trembles, this seventeenth day of July, nineteen hundred and fifty.

(Seal)

27950-29-2-o PAUL A. TRUDEAU,
Secretary-treasurer.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF MISTASSINI

Public notice is hereby given that the immovables hereinafter described will be sold by public auction at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time), on MONDAY the SEVENTH day of AUGUST, one thousand nine hundred and fifty (August 7, 1950), in the hall of the Town Hall of Mistassini, P. Q., in payment of municipal and school taxes, with interest and costs

moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente au bureau du Secrétaire-trésorier de la ville de Mistassini P. Q.

1. Madame Yvonne Pilote-épouse de M. Joseph Leblond propriétaire des Nos 12-15, 12-16 12-17, subdivision de parties du lot N° 12, Rang 10, Canton Dolbeau. Taxes et intérêts \$90.72.

Désignation. Un terrain emplacement à Mistassini, comprenant les lots connus et désignés sous les numéros douze quinze, douze seize, et douze dix-sept (12-15, 12-16, 12-17) aux plan et livre de renvois officiels d'une subdivision de parties du lot N° douze du dixième rang, du cadastre du Canton Dolbeau; à distraire des lots douze dix sept et douze-seize la partie cédée au gouvernement de la Province de Québec pour élargissement et redressement du chemin public qui conduit à la rivière au foin, laquelle partie coupe les lots en diagonale; avec les bâtisses sises sur le lot quinze, appartenances et dépendances.

2. Succession Uldéric Vaillancourt, propriétaire du lot 12-109 Rang 10, Canton Dolbeau. Taxes et intérêts: \$158.93.

Désignation. Borné vers le nord-est par le N° 12-71, vers le sud-est par une partie non subdivisée du N° 12, vers le sud-ouest par le N° 12-110, vers le nord-ouest par le N° 12-72; ayant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur et contenant en superficie cinq mille pieds (5,000') M. A. (50x100) avec appartenances et dépendances.

Donné à Mistassini, ce 8ième jour de juillet 1950.

Copie certifiée.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD SAVARD.

27902-28-2-o

incurred, unless the said taxes, costs and interest be paid before the sale at the office of the Secretary-Treasurer of the Town of Mistassini, P.Q.

1. Madame Yvonne Pilote, wife of Mr. Joseph Leblond, owner of Nos. 12-15, 12-16, 12-17, subdivision of parts of lot No. 12, range 10, township Dolbeau. Taxes and interest: \$90.72.

Description: A lot of land or emplacement at Mistassini, comprising the lots known and designated as numbers twelve-fifteen, twelve-sixteen and twelve-seventeen (12-15, 12-16, 12-17) on the official plan and in the book of reference of a subdivision of parts of lot number twelve of the tenth range of the Township Dolbeau; to be deducted from lots twelve-seventeen and twelve-sixteen the part ceded to the Quebec Provincial Government for the widening and straightening of the public road which leads to the river "au Foin", the said portion cuts the lots diagonally — with the buildings situate on lot fifteen, appurtenances and dependencies.

2. Estate Uldéric Vaillancourt, owner of lot 12-109, Range 10, Township Dolbeau. Taxes and interest: \$158.93.

Description: Bounded on the northeast by No. 12-71, on the southeast by an unsubdivided part of lot No. 12, towards the southwest by No. 12-110, towards the northwest by No. 12-72; measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth and containing a superficial area of five thousand feet (5,000') E. M., (50x100) with appurtenances and dependencies.

Given at Mistassini, this 8th day of July, 1950.
True Copy.

GÉRARD SAVARD,
Secretary-Treasurer.

27902-28-2

VILLE DE LAUZON

Vente de propriétés pour taxes

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Lauzon, MERCREDI, le 16 AOUT 1950 à DIX heures de l'avant-midi, en vertu des articles 548 et suivants du chapitre 243 des status refondus de la province de Québec de 1941.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 22 juin 1950 a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233).

TOWN OF LAUZON

Sale of property for taxes

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the Town Hall of Lauzon, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of AUGUST, 1950, at TEN o'clock in the forenoon, pursuant to sections 548 and following of chapter 243 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941.

The Quebec Municipal Commission, by a decision bearing date the 22nd day of June, 1950, authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables, under authority of section 550 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233).

Noms Names	N° cad. Cad. No.	Subdivision
1 — Mme-Mrs. Vve-Wid. Achille Bernier	48.....	55.
2 — John Foggia.....	206.....	123.
3 — Roland Plante.....	206.....	

Les lots qui précèdent relèvent du cadastre révisé du quartier Fréchette, Lauzon.

The foregoing lots belonging to the revised cadastre for Fréchette Ward, Lauzon.

4 — Succ.-Est. Painohaud, C. F. 162 pt

Le lot ci-dessus relève du cadastre de la partie-est de Lauzon; il a une largeur de 35 pieds; il est borné au nord par une partie du lot 162, à l'est par la subdivision 3 du lot 162, au sud à un ruisseau sur le lot 162 et à l'ouest par une partie du lot 162 propriété de sieur Paul Bégin. Cette partie de lot sert de sortie sur la rue Saint-Joseph.

The foregoing lot of the cadastre for the East part of Lauzon; it has a width of 35 feet, is bounded on the north by a part of lot 162, on the east by subdivision 3 of lot 162, on the south by a stream on lot 162 and on the west by another part of lot 162 the property of Sieur Paul Bégin. This part of lot serves as an exit on to St. Joseph street.

Les immeubles susdits apparaissent tous aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lauzon, et sont situés dans la ville de Lauzon.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Condition de la vente: argent comptant ou chèque accepté.

Donné à l'Hôtel de Ville de Lauzon, ce 5e jour de juillet 1950.

Ville de Lauzon,
Le Greffier,
L. BOURASSA.

27912-28-2-o

The foregoing immovables all appearing on the official plan and in the book of reference for the Town of Lauzon, and are situate in the Town of Lauzon.

The said sale shall, moreover, be made with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attaching to the said immovables.

Condition of sale: cash or accepted cheque.

Given at the Town Hall of Lauzon, this fifth day of July, 1950.

Town of Lauzon,
L. BOURASSA,
Clerk.

27912-28-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias Bonis et de Terris

Cœur de Magistrat, District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: { MARIUS HOULE, N° 12085 marchand de la ville de Princeville, actuellement de Victoriaville, vs LUCIEN CHAUVETTE, de Princeville.

Comme appartenant au défendeur:

1° L'immeuble connu sous le N° 17B du cadastre du Canton de Stanfold, dans le 7ème rang, à distraire l'emplacement de la maison de l'école;

2° Les 2 arpents ouest de la partie ouest du lot 18 dans le 7ème rang, connus au cadastre du dit Canton de Stanfold pour le 7ème rang, sous partie du N° 18B, prenant des deux bouts au cordon des rangs, à l'est à Léo Lecours, et à l'ouest à la succession Chauvette;

3° Avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Eusèbe de Stanfold, comté d'Arthabaska, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOUT 1950, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, ce 18 juillet, 1950. 27968-29-2-o
[Première insertion: 22 juillet 1950]

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada,— Province de Québec

District de Bedford, { EDOUARD LECAVALLIER, cultivateur de Brigham, district de Bedford, demandeur vs JOSEPH GRENNAN, Mrs. LILIAN SIMES, CLARENCE O'BRIEN, FRANCIS O'BRIEN, OLIVER BOUCHER, DAME ELIZA COFFEY, DAME MARGARET HEALEY, MISS ALICE O'BRIEN, en leur qualité respective d'héritiers de la succession de feu John C. O'Brien, et de Dame Mary Ann Caroline son épouse, tous deux de leur vivant de Brigham, dans le Canton d'East Farnham, comté de Brome, district de Bedford, défendeurs.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Magistrate's Court—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: { MARIUS HOULE, No. 12085 merchant, of the town of Princeville, actually of Victoriaville; vs LUCIEN CHAUVETTE, of Princeville.

As belonging to the defendant:

1. The immovable known as No. 17B of the cadastre for the Township of Stanfold, in the 7th range; to be deducted the school house emplacement;

2. The 2 West arpents of the west part of lot No. 18 in the 7th range, known on the cadastre for the said Township of Stanfold for the 7th range, as part of lot No. 18B, bounded at both ends by the "cordon" of the ranges, on the east by Léo Lecours, and on the west by the Estate Chauvette.

3. with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St-Eusèbe de Stanfold, county of Arthabaska, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST, 1950, at TWO o'clock in the afternoon. (Day-light Saving Time).

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, July 18, 1950. 27968-29-2
[First insertion: July 22, 1950]

BEDFORD

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Québec

District of Bedford, { EDOUARD LECAVALLIER, farmer of Brigham, district of Bedford, plaintiff; vs JOSEPH GRENNAN, MRS. LILIAN SIMES, CLARENCE O'BRIEN, FRANCIS O'BRIEN, OLIVER BOUCHER, DAME ELIZA COFFEY, DAME MARGARET HEALEY, MISS ALICE O'BRIEN, in their respective quality of heirs to the estate of the late John C. O'Brien, and Dame Mary Ann Caroline his wife, both, in their lifetime, of Brigham, in the Township of East Farnham, county of Brome, district of Bedford, defendants.

Comme appartenant aux défendeurs:
 "Toute cette certaine étendue ou parcelle de terre formant partie de la demi-ouest du lot numéro vingt-trois et partie du lot numéro vingt-quatre, tous deux du deuxième rang de lots de la subdivision primitive dudit canton et étant des parties des lots cadastraux numéros cent quatre-vingt-douze B (192 B) et cent cinquante-huit (158) aux plan et livre officiels de ladite partie est dudit canton de Farnham, bornée et décrite au procès verbal de l'arpentage d'icelle fait par Thomas Kirk, arpenteur géomètre de la Province."

Pour être vendue à la porte de l'église Ste-Marie-Médiatrice de Brigham, district de Bedford, MERCREDI, le 23 AOUT, 1950, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

A. ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
 Palais de Justice, Sweetsburg, Qué.,
 le 18 juillet 1950. 27959-29-2-0
 [Première insertion: 22 juillet 1950]

CHICOUTIMI

Fieri facias de terris

Cour de Magistrat, Chicoutimi

District de Chicoutimi, { LOUIS B. GAGNON, ROBERT GAGNON, JOSEPH GAGNON et MAURICE GAGNON, tous quatre de la cité de Chicoutimi, et y faisant affaires en société sous la raison sociale de L. B. Gagnon & Cie, 252, rue Racine, Chicoutimi, demandeurs; vs LADISLAS TREMBLAY, marchand, Anse à Benjamin, Bagotville, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le défendeur:

Un terrain ou emplacement mesurant 50' de largeur sur toute la profondeur qu'il y a du chemin public actuel à aller à la Baie des Ha! Ha! ou Rivière Saguenay, lequel terrain fait partie du lot connu et désigné sous le numéro 315 du cadastre officiel du village de Bagotville et est borné comme suit: en front, au chemin public actuel, en arrière à la Baie des Ha! Ha! ou Rivière Saguenay, d'un côté vers le sud au terrain de la ville de Bagotville, et de l'autre au nord au terrain de M. Joseph Gagné ou représentants, avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Alphonse de Bagotville, JEUDI le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'AOUT 1950, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,

RENE DELISLE.

Bureau du Shérif,
 Chicoutimi, 18 juillet 1950. 27960-29-2-0
 [Première insertion: 22 juillet 1950]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure
 District de Montréal

Montréal, à savoir: { BANQUE CANADIENNE No. 279907. } B NE NATIONALE, demanderesse; vs LÉO-PAUL DESROSIERS, défendeur.

Un emplacement situé à l'angle sud-est de l'avenue Bernard et de la rue St-Urbain, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro un de la resubdivision du lot numéro onze (11-524-1) aux plan et livre et renvoi officiels du village de la Côte St-Louis, mesurant

As belonging to the defendants:

"All that certain tract or parcel of land forming part of the West Half of lot number twenty-three and part of lot number twenty-four, both of the Second Range of lots of the primitive subdivision of the said Township, and being parts of cadastral lots numbers one hundred and ninety-two B (192 B) and one hundred and fifty-eight (158) of the Official Plan and book of Reference of the said East Part of the said Township of Farnham, bounded and described in the Verbal of Survey thereof made by Thomas Kirk, Provincial Land Surveyer."

To be sold, at the church door of Ste-Marie-Médiatrice de Brigham, district of Bedford, on WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,

Sheriff's Office,
 Court House, Sweetsburg, Quebec,
 July, 18, 1950. 27959-29-2
 [First insertion: July 22, 1950]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, Chicoutimi

District of Chicoutimi, { LOUIS B. GAGNON, ROBERT GAGNON, JOSEPH GAGNON AND MAURICE GAGNON, all four of the city of Chicoutimi, and carrying on business there in partnership under the firm name of L. B. Gagnon & Cie, 252 Racine street, Chicoutimi, plaintiffs; vs LADISLAS TREMBLAY, merchant, Anse à Benjamin, Bagotville, district of Chicoutimi, defendant.

Against the defendant:

A lot of land or emplacement measuring 50' in width by all the depth that exists between the present road and the Baie des Ha! Ha! or Saguenay River, the said lot of land forms part of the lot known and designated as number 315 on the official cadastre for the village of Bagotville, and is bounded as follows: in front, by the present public road, in rear by the Baie des Ha! Ha! or Saguenay River, on one side to the south by the land of the Town of Bagotville, and on the other side to the north by the land of Mr. Joseph Gagné or representatives—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of St-Alphonse de Bagotville, on THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of AUGUST, 1950, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

RENE DELISLE,

Sheriff's Office,
 Chicoutimi, July 18, 1950. 27960-29-0
 [First insertion: July 22, 1950]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court
 District of Montreal

Montreal to wit: { BANQUE CANADIENNE No. 279907. } B NATIONALE, plaintiff; vs LÉO-PAUL DESROSIERS, defendant.

An emplacement situate at the southeast corner of Bernard Avenue and St. Urbain Street, in the City of Montreal, known and designated under number one of the resubdivision of lot number eleven (11-524-1) on the official plan and in the book of reference for the Village of

34 pieds de largeur en front sur l'avenue Bernard, et en arrière par une profondeur de 47 pieds, mesure anglaise et plus ou moins, avec une maison portant les numéros civiques 94 avenue Bernard ouest et 5745, rue St-Urbain, dont le mur nord-est est mitoyen et dépendances y érigées. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes circonstances et dépendances et les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 26 juin 1950. 27832-26-2-o
[Première insertion: 30 juin 1950]

Côte St. Louis, measuring 34 feet in width in front on Bernard Avenue, and in rear by a depth of 47 feet, English measure and more or less, with a house bearing civic numbers 94 Bernard Avenue West, and 5745 St. Urbain Street, the northeast wall of which being "mitoyen" and dependencies thereon erected. As the whole presently subsists, with all circumstances and dependencies and active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRD day of the month of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, June 26, 1950. 27832-26-2
[First insertion: June 30, 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { JOSEPH FAUBERT, de-
N° 276359 } mandeur, vs JEAN
SERGE PARTHENAIS, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur le Boulevard Lévesque, en la paroisse de St-François de Sales connu et désigné au cadastre de la paroisse de St-François de Sales comme étant le lot deux (2) de la subdivision du lot numéro quatorze (14) avec toutes constructions y dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-François de Sales, le VINGT-QUATRE AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 15 juillet 1950 27952-29-2-o
[Première insertion: 22 juillet 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { JOSEPH FAUBERT,
No. 276359 } plaintiff; vs JEAN SER-
GE PARTHENAIS, defendant.

A lot of land fronting on Boulevard Lévesque, in the parish of St-François de Sales, known and designated on the cadastre for the parish of St-François de Sales as being lot two (2) of the subdivision of lot number fourteen (14)—with all the buildings thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the parish of St-François de Sales, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, et ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 15, 1950. 27952-29-2
[First insertion: July 22, 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal à savoir: { VINCENT BARRÉ de-
N° 279437 } mandeur, vs ALBERT
LACAILLE, défendeur.

Un lopin de terrain situé dans la paroisse de St-Bruno, renfermé dans les bornes suivantes: joignant du côté Nord-Ouest au chemin ou route appelé montée du dépôt, du côté Sud-Ouest partie par un terrain appartenant à la Municipalité scolaire de St-Bruno, et partie par la propriété de M. Trefflé Piquette, au Sud-Ouest à partie du même lot appartenant à M. Arthur Dugré, et de l'autre côté, au Nord, à la propriété restant à M. Ferdinand Jetté, et étant une partie non subdivisée de l'immeuble connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante et un (351) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de St-Bruno, ledit terrain ayant une largeur de cent cinquante-cinq pieds sur le chemin dit La Montée du Dépôt, sur toute la profondeur qui est comprise dans les bornes ci-dessus décrites. Le toute, mesure anglaise, et avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Bruno de Montarville, le VINGT-QUATRE AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, le 15 juillet 1950 27951-29-2-o
[Première insertion: 22 juillet 1950]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { VINCENT BARRÉ
No. 279437 } plaintiff; vs ALBERT
LACAILLE, defendant.

A parcel of land situate in the parish of St-Bruno, enclosed within the following boundaries: adjoining on the northwest side the road or highway called "Montée du Dépôt", on the southwest side partly by the land belonging to the school municipality of St-Bruno, and partly by the property of Mr. Trefflé Piquette, on the southwest by a part of the same lot belonging to Mr. Arthur Dugré, and on the other side, to the north, by the property remaining to Mr. Ferdinand Jetté, and being an unsubdivided part of the immovable known and designated under number three hundred and fifty-one (351) on the official plan and in the book or reference for the said parish of St-Bruno, the said lot of land having a width of one hundred and fifty-five feet on the road called "Montée du Dépôt", by all the depth comprised within the above described boundaries. The whole English measure, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Bruno de Montarville, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, July 15, 1950. 27951-29-2
[First insertion: July 22, 1950]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: } **LÉONIDAS GARIÉPY**,
 N° 59-320 } marchand général, domicilié à 235, avenue Royale, l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, P. Q., contre **LUCIEN SHEEHY**, cultivateur, domicilié à 78, avenue Royale, Château-Richer, comté de Montmorency, P. Q., à savoir:

Le lot N° 338 (trois cent trente-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Château-Richer, comté de Montmorency, étant un lot de terre situé sur l'avenue Royale, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire les emplacements de Joseph Leclerc et de Jean-Louis Cloutier et tout le terrain situé au sud de l'ancienne route Québec-Ste-Anne.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Château-Richer, comté de Montmorency, le **VINGT-CINQUIÈME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION,
 Bureau du Shérif, Québec, 19 juillet 1950. 27963-29-2-o
 [Première insertion: 22 juillet 1950]
 [Seconde insertion: 5 août 1950]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Cour Supérieure

Province de Québec, District de Richelieu, { **THÉODORE PELLOSSE**, de St-Aimé, N° 11178, district de Richelieu, demandeur, vs **LORENZO CASTONGUAY**, gargariste, de St-Louis-de-Bonsecours, district de Richelieu, défendeur.

"Un emplacement situé en la paroisse de St-Louis de Bonsecours, de sept perches et quart de large, sur un arpent de long, le tout plus ou moins, tenant devant au chemin Thierçant, en profondeur et d'un côté J.-Bte Dumas, et d'autre côté Magloire Auger, avec toutes constructions dessus érigées, faisant partie du lot de terre numéro cent soixante-dix (P. 170), du cadastre de la dite paroisse de St-Louis de Bonsecours."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Louis de Bonsecours **MERCREDI** le **VINGT-TROIS AOUT** 1950, à **DEUX** heures P.M.

Le Shérif,
R. PAQUIN,
 Bureau du Shérif, Sorel, le 12 juillet 1950. 27953-29-2-o
 [Première insertion: 22 juillet 1950]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, District de Roberval N° 13289 } **L.-P. SENNEVILLE**, de St-Félicien, demandeur; vs **AIMÉ BERNIER**, actuellement de Mistassini, défendeur.

AVIS public est par les présentes donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

Un emplacement faisant partie du lot numéro cinq-B-(5-B) du rang dix (10), Canton Dolbeau, mesurant cinquante (50) pieds de front par la profondeur s'étendant de la route Régionale jusqu'à la rivière Mistassini, borné en front à

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: } **LÉONIDAS GARIÉPY**, general merchant, domiciled at 235 avenue Royale, l'Ange Gardien, county of Montmorency, P. Q.; against **LUCIEN SHEEHY** farmer, domiciled at 78 avenue Royale, Château-Richer, county of Montmorency, P. Q., to wit:

Lot No. 338 (three hundred and thirty-eight) of the official cadastre for the parish of Château-Richer, county of Montmorency, being a lot of land situate on avenue Royale, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted the emplacements of Joseph Leclerc and Jean-Louis Cloutier and all the land situate south of the old Québec-Ste-Anne highway.

To be sold, at the parochial church door of Château-Richer, county of Montmorency, on the **TWENTY-FIFTH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
 Sheriff's Office, Québec, July 19, 1950. 27963-29-2
 [First insertion: July 22, 1950]
 [Second insertion: August 5, 1950]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Superior Court

Province of Québec, District of Richelieu, { **THÉODORE PELLOSSE**, of St-Aimé, No. 11178, district of Richelieu, plaintiff; vs **LORENZO CASTONGUAY**, garage keeper, of St-Louis-de-Bonsecours, district of Richelieu, defendant.

An emplacement situate in the parish of St-Louis de Bonsecours, measuring seven perches and one quarter in width, by one arpent in length, the whole more or less, bounded in front by the Thierçant road, in depth and on one side by J. Bte Dumas, and on the other side by Magloire Auger, with all the buildings thereon erected, forming part of the lot of land number one hundred and seventy (Pt. 170) on the cadastre for the said parish of St-Louis de Bonsecours.

To be sold, at the parochial church door of St-Louis de Bonsecours, on **WEDNESDAY**, the **TWENTY-THIRD** day of **AUGUST**, 1950, at **TWO** o'clock in the afternoon.

R. PAQUIN,
 Sheriff's Office, Sorel, July 12, 1950. 27953-29-2
 [First insertion: July 22, 1950]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Québec, District of Roberval N° 13289 } **L.-P. SENNEVILLE**, of St-Félicien, plaintiff; vs **AIMÉ BERNIER**, actually of Mistassini, defendant.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments below mentioned were seized and will be sold at the respective time and place, as mentioned below.

An emplacement forming part of lot number five-B (5-B) of range ten (10), Township Dolbeau, measuring fifty (50) feet in front by the depth extending from the Regional Highway to the Mistassini river; bounded in front to the

l'Ouest à la route Régionale, au Nord au terrain de Jos. Guay; à la profondeur à l'Est, à la rivière Mistassini; et au Sud au terrain de Roméo Tremblay, le tout avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Église paroissiale de la ville de Mistassini, comté de Roberval, Province de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour (22) d'AOUT mil neuf cent cinquante (1950), à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ANTOINE TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval,
ce 18 juillet 1950. 27961-29-2-o
[Première insertion: 22 juillet 1950]

west by the Regional Highway, to the north by the land of Jos. Guay; at the depth to the east, by the Mistassini river; and to the south by the land of Roméo Tremblay, the whole with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the Town of Mistassini, county of Roberval, Province of Quebec, on the TWENTY-SECOND day (22nd) of AUGUST, one thousand nine hundred and fifty (1950), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTOINE TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval,
July 18, 1950. 27961-29-2
[First insertion: July 22, 1950]

SAINT-FRANÇOIS

Fi Fa de Bonis et de Terris
District de St-François

Sherbrooke, Cour Supérieure, N° 8198, { **ALYRE FORTIER**, cultivateur, de Ste-Marguerite, canton de Lingwick, district de St-François, demandeur, vs **ANATOLE CARIGNAN**, curateur public, des cité et district de Montréal, en sa qualité et agissant comme curateur d'office à Alphida Fortier, domicilié à Ste-Marguerite, canton de Lingwick, district de St-François, et actuellement interné à l'hôpital St-Michel Archange, à Québec, défendeur es-qualité.

Saisis entre les mains du défendeur es-qualité:

"Les lots dix-neuf A et dix-neuf B (19-A et 19-B) du rang G, canton de Lingwick, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Ste-Marguerite de Lingwick, MERCREDI, le VINGT-TROIS AOUT 1950, à ONZE heures a.m. (heure avancée).

Le Shérif,
JOS. LABRECQUE.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, ce 17 juillet 1950. 27954-29-2-o
[Première insertion: 22 juillet 1950]

SAINT-FRANCIS

Fi. Fa. de Bonis et de Terris
District of St. Francis,

Sherbrooke, Superior Court, No. 8198, { **ALYRE FORTIER**, farmer, of Ste-Marguerite, township of Lingwick, district of St. Francis, plaintiff, vs **ANATOLE CARIGNAN**, public curator, of the city and district of Montreal, in his quality and acting as curator of office to Alphida Fortier, domiciled at Ste-Marguerite, township of Lingwick, district of St. Francis, and actually interned at the Hôpital St-Michel Archange, at Quebec, defendant es-qualité.

Seized in the hands of the defendant es-qualité:

Lots Nineteen A and Nineteen B (19-A and 19B) of range G, township of Lingwick, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Marguerite de Lingwick, WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD of AUGUST 1950, at ELEVEN in the forenoon. (Daylight saving time).

JOS. LABRECQUE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, this 17th of July 1950. 27954-29-2-o
[First insertion: July 22, 1950]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Cour de magistrat

N° 5194. { **JOSEPH R. LAPORTE**, marchand de Ville-Marie dans le district de Témiscamingue, demandeur vs **OMER BÉDARD** cultivateur et journalier de Nédélec, dans le district de Témiscamingue, défendeur.

"Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre, pour le canton Nédélec, comme étant le lot vingt-huit, rang huit, canton Nédélec, (28 rang 8, canton Nédélec), dans le district de Témiscamingue, le dit lot contenant environ 119 acres en superficie avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Louis de Nédélec, le JEUDI le VINGT-QUATRIEME jour du mois d'AOUT 1950 à 10 heures de l'avant-midi (heure solaire).

Le Shérif,
JULES GRENIER.

Bureau du Shérif,
Ville-Marie 17-7-50. 27955-29-2-o
[Première insertion: 22 juillet 1950]

TEMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Magistrate's Court

N° 5194. { **JOSEPH R. LAPORTE**, merchant of Ville-Marie in the district of Témiscamingue, plaintiff; vs **OMER BÉDARD**, farmer and laborer, of Nedelec, in the district of Témiscamingue, defendant.

The lot of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township Nédélec, as being lot twenty-eight, range eight, Township Nedelec (28, range 8, township Nedelec), in the district of Temiscamingue, the said lot containing about 119 acres in superficial area — with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold, at the church door of St-Louis de Nedelec, on THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of AUGUST, 1950, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

JULES GRENIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Ville-Marie, July 17, 1950. 27955-29-2
[First insertion; July 22, 1950]

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
Cour Supérieure

District de Trois-Rivières, { **MURRAY WARREN**, Avocat, domicilié au N° 69, 4e rue, Shawinigan-Falls, District de Trois-Rivières, demandeur, Lequel a cédé et transporté au Dr. Louis-Philippe Lacoursière, chirurgien-dentiste domicilié à Shawinigan Sud, du jugement ci-dessous mentionné, vendu au bénéfice du dit demandeur Murray Warren et agissant en son nom personnel aux lieu et place de ce dernier, Cessionnaire, vs Dame **GEORGIANNA MORIN**, veuve de feu Wilfrid Laplante en son vivant contre-maître, domicilié à Shawinigan-Falls, ladite Dame Morin, domiciliée à Almaville-en-Bas, défenderesse.

Comme appartenant à ladite défenderesse, savoir:

Les trente-quatre-trente-sixièmes indivis d'un emplacement situé en la Cité de Shawinigan-Falls, sur le Boulevard Royal, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-six de la subdivision du lot originaire numéro six cent vingt-quatre (624-386), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enrêtrissement du Comté de St-Maurice, pour la paroisse de Ste-Flore, avec une maison à deux (2) logements et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Christ-Roi, en la cité de Shawinigan-Falls, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOÛT, mil neuf cent cinquante, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Trois-Rivières, le 18 juillet, 1950
[Première insertion: 22 juillet 1950]

Le Shérif,

L.-P. MERCIER.

27962-29-2-o

[Première insertion: 22 juillet 1950]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 11154, { **LÉO FLEURANT**, Entrepreneur général et garagiste, de Saint-Jovite, district de Terrebonne, demandeur, vs **LES HÉRITIERS DE FEU HARRY ADAMS**, des cité et district de Montréal, défendeurs, et **J. PAUL VERMETTE**, en sa qualité de syndic aux biens du dit demandeur, syndic-cessionnaire du jugement rendu en la présente cause.

"Un morceau de terre situé dans le canton Doncaster faisant partie du lot connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels faits pour cette partie du canton Doncaster qui ne se trouve pas dans la paroisse de Ste-Agathe des Monts, sous le numéro (P. 10) dans le premier rang du dit canton, mesurant neuf arpens et demi de longueur à partir des terres du canton Wexford sur la largeur du dit lot, lequel morceau de terre est borné comme suit: en front au nord-ouest par le reste du dit lot 10, au sud-est par les terres du canton Wexford, au nord-est par une partie du lot 11 du premier rang du canton Doncaster, et au sud-ouest par une partie du lot 9A du premier rang du dit canton."

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de Ste-Lucie de Doncaster le DEUXIEME jour d'AOÛT 1950 à ONZE heures de l'avant-midi.

St-Jérôme, bureau du Shérif, juin le 21 1950.
Le Shérif,
27833-26-2-o
[Première insertion: 30 juin 1950]

ALB. FOURNELLE.

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province de Québec
Superior Court

District of Trois-Rivières, { **MURRAY WARREN**, advocate, domiciled at No. 69, 4th street, Shawinigan-Falls, district of Trois-Rivières, plaintiff; The said plaintiff has ceded and conveyed to Dr. Louis Philippe Lacoursière, dental surgeon, domiciled at Shawinigan South, pursuant to the judgment hereinbelow mentioned, sold for the benefit of the said plaintiff Murray Warren and acting in his personal name in the place and stead of the latter, Assignee; vs **DAME GEORGIANNA MORIN**, widow of the late Wilfrid Laplante in his lifetime a foreman, domiciled at Shawinigan-Falls, the said Dame Morin, domiciled at Almaville-en-Bas, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

The undivided thirty-four-thirty-sixths of an emplacement situate in the City of Shawinigan-Falls, on Boulevard Royal, known and designated as number three hundred and eighty six of the subdivision of original lot number six hundred and twenty-four (624-386), on the official cadastral plan and in the book of reference for the County of St-Maurice, for the parish of Ste-Flore — with a two (2) dwelling house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of Christ-Roi, in the City of Shawinigan-Falls, on the TWENTY-SECOND, day of AUGUST, one thousand nine hundred and fifty, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Trois-Rivières, July 18, 1950.
[First insertion: July 22, 1950]

L. P. MERCIER,

Sheriff.

27962-29-2

[First insertion: July 22, 1950]

TERREBONNE

Superior Court

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, N° 11154, { **LÉO FLEURANT**, general contractor and garage keeper, of St. Jovite, district of Terrebonne, plaintiff, vs **THE HEIRS OF THE LATE HARRY ADAMS**, of the city and district of Montreal, defendants, et **J. PAUL VERMETTE**, in his quality of trustee to the estate of said plaintiff, assigning trustee of the judgment rendered in the present case.

"A piece of land situate in Doncaster Township being part of the lot known and designated on the official plan and book of references made for that part of Doncaster Township not included in the Ste. Agathe des Monts Parish, under No. (P. 10) part ten, in the first range of said Township measuring nine and a half arpents in length said measurement to start from the lands of Wexford Township by all the width of said lot: which piece of land is bounded as follows, in front to north-west by the remainder of lot No. 10, to south-east by the lands of Wexford Township to north-east by a part of lot No 11 of first range of Doncaster Township and to south-west by a part of lot No 9A of first range of said Township."

To be sold at the Catholic Church door of Ste. Lucie de Doncaster on AUGUST SECOND 1950 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

St. Jérôme, Sheriff's office, June 21st, 1950.
ALB. FOURNELLE,
27833-26-2-o
[First insertion: June 30, 1950]

Sheriff.

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 29**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 29**

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Beaton vs Cartier.	1902
Lalonde vs Desjardins.	1902

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

829, section "A" — Industrie de la construction dans la région de Québec.	1896
829, section "B" — Industrie du gant fin dans la Province.	1896
829, section "C" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières.	1897

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1885

RÉCEPTION DES ANNONCES:

1885

AVIS DIVERS:

Coopérative d'Habitation St-Georges (Fondation).	1903
Fraternité des Chauffeurs de Taxi (Formation).	1903
La Compagnie de Publication "La Verita" Ltée (Directeurs).	1902
L'Association des Mesureurs de Bois Licenciés de la province de Québec (Règlements).	1904
L'Avenir Économique de St-Jean, Qué. (Fondation).	1904
Les Industries de Bois de St-Raymond Limitée — St. Raymond Lumber Industries Limited (Directeurs).	1903
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Lucien (Formation).	1903
"Ma Demeure" Coopérative de Construction d'habitations (Fondation)..	1903

CHARTES — ABANDON DE:

Barwick Limited.	1906
Downtown Realty Company Limited. .	1906
Esterel Resorts Limited.	1906
Favorite Small Wares Limited.	1906
Fountain Corporation Limited.	1906
La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée — The Fagnan Drive Yourself Company Limited.	1907
Mizpah Inc..	1907

**COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES
AFFAIRES:**

Iron Ore Company of Canada	1907
----------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole des Pomiculteurs de Châteauguay.	1908
--	------

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:	
Charlesbourg, ville de.	1897
Des Boules (Catholique).	1898
Saint-Édouard.	1898
Saint-Eustache, paroisse de (Catholique).	1899
Saint-Gédéon-de-Marlow.	1901

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Beaton vs Cartier.	1902
Lalonde vs Desjardins.	1902

ORDERS IN COUNCIL:

829, part "A" — Construction industry in the district of Quebec.	1896
829, part "B" — Fine glove industry in the Province.	1896
829, part "C" — Barber and hairdressing trades in the district of Trois-Rivières.	1897

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1885

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:

1885

MISCELLANEOUS NOTICES:

Coopérative d'Habitation St-Georges (Fondation).	1903
Fraternité des Chauffeurs de Taxi (Formation).	1903
La Compagnie de Publication "La Verita" Ltée (Directors).	1902
The Quebec Licensed Cullers' Association (By-Laws).	1904
L'Avenir Économique de St-Jean, Qué. (Fondation).	1904
Les Industries de Bois de St-Raymond Limitée — St. Raymond Lumber Industries Limited (Directeurs).	1903
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Lucien (Formation).	1903
"Ma Demeure" Coopérative de Construction d'habitations (Fondation).	1903

CHARTERS — SURRENDER OF:

Barwick Limited.	1906
Downtown Realty Company Limited. .	1906
Esterel Resorts Limited.	1906
Favorite Small Wares Limited.	1906
Fountain Corporation Limited.	1906
La Compagnie Fagnan Drive Yourself Limitée — The Fagnan Drive Yourself Company Limited.	1907
Mizpah Inc..	1907

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Iron Ore Company of Canada	1907
----------------------------------	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole des Pomiculteurs de Châteauguay.	1908
--	------

EDUCATION:

School Municipality of:	
Charlesbourg, town of.	1897
Des Boules (Catholic).	1898
Saint-Édouard.	1898
Saint-Eustache, parish of (Catholic).	1899
Saint-Gédéon-de-Marlow.	1901

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:
Notre-Dame du Sacré-Cœur, paroisse
de 1908

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:
Notre-Dame du Sacré-Cœur, parish
of. 1908

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie des acces-
soires de mode dans l'Île de Montréal
(Prélèvement). 1909
Comité paritaire de l'industrie du meu-
ble de Québec (Prélèvement). 1908

LABOUR:

Parity Committee of the Fashion Acces-
sories Industry in the Island of
Montreal (Levy). 1909
Joint Committee of the Furniture
Industry of Quebec (Levy). 1908

TRÉSOR:

Assurances:

American Union Insurance Company of
New York 1911
Central Union Insurance Company.... 1911*

TREASURY:

Insurance:

American Union Insurance Company of
New York 1911
Central Union Insurance Company.... 1911

EXAMENS DU BARREAU:

Laurentides: étude du droit 1912
Québec: étude du droit 1912
Trois-Rivières: étude du droit 1912

BAR EXAMINATIONS:

Laurentides: study of law 1912
Québec: study of law 1912
Trois-Rivières: study of law. 1912

LETTRES PATENTES:

Adélar Jacques Ltée. 1886
Ambor Corporation 1887
Barimad Holdings Limited. 1887
Boisjoly & Boisjoly Limitée. 1887
Cataracts Sporting Good Ltd. 1888
Charlebois Fourrures Limitée. 1888
Cinéma Berthier Inc. 1888
David Lord (St. Eustache) Limitée... 1889
David Lord (St. Jean) Limitée 1889
Ferrerrie Idéale Limitée. 1889
G. F. Aikins Company Limited. 1890
Harmony Dress Inc. 1890
Home Heating & Fuels Ltd. 1890
I. Anchel Co. 1891
Imperial Laundry Inc. 1891
La Famille Trudel (le) Incorporée.... 1891
Laurentien Electric Inc. 1892
Le Club de Tennis du Moulin Inc. 1892
Le Manoir Mercier. 1892
Les Spécialités de Papier David Lord
Limitée. 1893
Like-Nu Fur Blending & Dyeing Ltd. 1893
Peer's Beverages of Canada Ltd. 1893
Raoul Auger Enterprises Limited—
Les Entreprises Raoul Auger Limitée. 1894
The Quebec Quarrying and Mining
Corporation — La Compagnie de Car-
rières et Mines de Québec. 1894
Tractor Service Ltd. 1895
Vaudreuil Boat Works Incorporated. ... 1895
Vimy & Cie Ltée 1895

LETTERS PATENT:

Adélar Jacques Ltée. 1886
Ambor Corporation 1887
Barimad Holdings Limited. 1887
Boisjoly & Boisjoly Limitée. 1887
Cataracts Sporting Goods Ltd. 1888
Charlebois Fourrures Limitée. 1888
Cinéma Berthier Inc. 1888
David Lord (St. Eustache) Limitée... 1889
David Lord (St. Jean) Limitée 1889
Ferrerrie Idéale Limitée. 1889
G. F. Aikins Company Limited. 1890
Harmony Dress Inc. 1890
Home Heating & Fuels Ltd. 1890
I. Anchel Co. 1891
Imperial Laundry Inc. 1891
La Famille Trudel (le) Incorporée.... 1891
Laurentien Electric Inc. 1892
Le Club de Tennis du Moulin Inc. 1892
Le Manoir Mercier. 1892
Les Spécialités de Papier David Lord
Limitée. 1893
Like-Nu Fur Blending & Dyeing Ltd. ... 1893
Peer's Beverages of Canada Ltd. 1893
Raoul Auger Enterprises Limited—
Les Entreprises Raoul Auger Limitée. 1894
The Quebec Quarrying and Mining
Corporation — La Compagnie de Car-
rières et Mines de Québec. 1894
Tractor Service Ltd. 1895
Vaudreuil Boat Works Incorporated. ... 1895
Vimy & Cie Ltée 1895

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle de
la paroisse de St-Étienne de Beaumont 1912

WINDING UP NOTICE:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle de
la paroisse de St-Étienne de Beaumont 1912

RATIFICATION DE TITRE:

Gingras, Roméo 1913

CONFIRMATION OF TITLE:

Gingras, Roméo 1913

SIÈGE SOCIAL:

Boisjoly & Boisjoly Limitée. 1914

HEAD OFFICE:

Boisjoly & Boisjoly Limitée. 1914

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Pelletier, Dr J.-Albert 1914

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Pelletier, Dr. J. Albert. 1914

VENTES POUR TAXES:

Lauzon, ville de	1917
Mistassini, ville de	1916
Montréal-Nord, ville de	1915
Pointe-aux-Trembles, ville de	1915

VENTES PAR SHÉRIFS:

ARTHABASKA:

Houle vs Chauvette.	1918
-----------------------------	------

BEDFORD:

Lecavalier vs Grennan <i>et al.</i>	1918
---	------

CHICOUTIMI:

Gagnon <i>et al</i> vs Tremblay.	1919
--	------

MONTREAL:

Banque Canadienne Nationale vs Desrosiers.	1919
Barré vs Lacaille.	1920
Faubert vs Parthenais.	1920

QUÉBEC:

Gariépy vs Sheehy.	1921
----------------------------	------

RICHELIEU:

Pelosse vs Castonguay.	1921
--------------------------------	------

ROBERVAL:

Senneville vs Bernier.	1921
--------------------------------	------

SAINT-FRANÇOIS:

Fortier vs Carignan	1922
-------------------------------	------

TÉMISCAMINGUE:

Laporte vs Bédard.	1922
----------------------------	------

TERREBONNE:

Fleurant vs Héritiers Harry Adams.	1923
--	------

TROIS-RIVIÈRES:

Warren vs Morin	1923
---------------------------	------

27969-o

SALES FOR TAXES:

Lauzon, town of	1917
Mistassini, town of	1916
Montreal-North, town of	1915
Pointe-aux-Trembles, town of	1915

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

Houle vs Chauvette.	1918
-----------------------------	------

BEDFORD:

Lecavalier vs Grennan <i>et al.</i>	1918
---	------

CHICOUTIMI:

Gagnon <i>et al</i> vs Tremblay.	1919
--	------

MONTREAL:

Banque Canadienne Nationale vs Desrosiers.	1919
Barré vs Lacaille.	1920
Faubert vs Parthenais.	1920

QUEBEC:

Gariépy vs Sheehy.	1921
----------------------------	------

RICHELIEU:

Pelosse vs Castonguay.	1921
--------------------------------	------

ROBERVAL:

Senneville vs Bernier.	1921
--------------------------------	------

SAINT FRANCIS:

Fortier vs Carignan	1922
-------------------------------	------

TÉMISCAMINGUE:

Laporte vs Bédard.	1922
----------------------------	------

TERREBONNE:

Fleurant vs Heirs of Harry Adams.	1923
---	------

TROIS-RIVIÈRES:

Warren vs Morin	1923
---------------------------	------

27969-o